1re ANNÉE. — 1er VOLUME. PARIS, 1er AVRIL 1883. NUMÉRO 18.

REVUE SUD-AMÉRICAINE

PUBLICATION BI-MENSUELLE

POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCIALE

DES PAYS LATINS DE L'AMÉRIQUE

Paraissant le 1er et le 15 de chaque mois.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois.
Europe.	60 fr.	30 fr.
Amérique . . .	16 $	8 $

Un numéro : 2 fr. 50

Distribution gratuite aux salons de lecture, aux établissements publics, à la presse, bourses et syndicats de commerce, etc., etc.

La Revue compte parmi ses collaborateurs plusieurs des principaux hommes de lettres de l'Amérique latine.
Elle reçoit directement de la plupart des gouvernements latino-américains les documents et renseignements d'intérêt public.

DIRECTEUR :

P.-S. LAMAS, ex-Consul et Secrétaire de légation de 1re classe.

Adresser la correspondance, rue Keppler, 12, Paris.

ON S'ABONNE :

En Europe : dans tous les bureaux de poste, sans augmentation de prix.
En Amérique : chez les Agents, ou en s'adressant au Directeur.

Annonces : 1 fr. 50 la ligne.

Chaque numéro aura de 16 à 48 pages selon l'abondance des matières.

M. le Dr Andrés Lamas, publiciste sud-américain, a pris à sa charge la section du Rio de la Plata.

Il s'est réservé également et exclusivement l'administration de cette feuille dans cette partie de l'Amérique. — Son adresse : Buenos-Aires, rue de la Piédad, 255.

Voir dans la dernière page la liste des Agents et des endroits où se fait, à Paris, la vente au numéro de ce journal.

SOMMAIRE

Le paupérisme européen et les traités avec l'Amérique latine, par Pedro S. Lamas, page 421. — La « doctrine Monroe » et la presse des États-Unis à propos de la guerre du Pacifique, par L. D., page 423. — De l'émigration en général, et spécialement de celle qui se porte au Rio de la Plata, par P. Antonini y Diez, ministre de l'Uruguay en Italie, page 424. — Le système monétaire de l'Empire du Brésil, 1808-1882, par Pedro S. Lamas, page 425. — La question du café, par F.-J. de Santa-Anna Nery, page 427. — Cronica historica, par M. R. Garcia, ministro argentino en Londres, page 428. — Courrier d'Amérique, page 430. — Courrier d'Europe, page 433. — Revue économique, page 434. — Revue financière, page 435. — Revue commerciale, page 441. — Arts, sciences et faits divers. (Un nouveau roman du Dr P. de Mantegazza, etc.), page 442. — Mouvement maritime, page 443. — Annonces, page 444.

Le paupérisme Européen et les traités avec l'Amérique latine.

—

PREMIER ARTICLE

I

Nous avons déjà manifesté que nous ne nous contenterons pas de voir disparaître en Europe, de la législation et de la part des autorités, les entraves auxquelles on a eu recours si souvent pour empêcher, dans une certaine mesure, l'émigration de l'exubérance de la population vers les pays latins de l'Amérique.

Nous sommes convaincu du besoin absolu pour l'Europe, afin d'éviter des catastrophes sociales, de faire davantage, c'est-à-dire de chercher d'un commun accord avec les gouvernements du Nouveau-Monde les moyens de favoriser ce courant d'émigration, en même temps qu'une entente spéciale soit établie tant au sujet des échanges de produits et de manufactures, comme relativement aux rapports politiques et financiers entre les pays des deux continents.

C'est une question de la plus haute portée, très importante pour l'Amérique, essentielle pour l'Europe.

En Amérique, le problème appelé du peuplement, de l'augmentation de la population, de l'exploitation de ses richesses naturelles, — la terre, les bois, les mines, — préoccupe, avec raison, les hommes d'État et les économistes. C'est, pour les pays latins du nouveau-continent, une question de développement, d'accroissement de prospérité et de fortune.

En Europe, on cherche à résoudre un problème diamétralement opposé : le paupérisme comme conséquence d'un excès de population.

Dans l'Amérique latine la densité de la population est de 2,08 habitants par kilomètre carré.

En Europe cette densité est de 32,15 !

Pour notre Amérique le problème du peuplement est une question, répétons-le, d'accroissement de prospérité.

Pour l'Europe l'excès de population est une question bien plus grave : c'est le danger social, c'est la faim, la misère, le bouleversement politique.

II

Il résulte d'un rapport de la direction générale des domaines en Italie, qu'en neuf ans plus de 90,000 petits propriétaires ont été expulsés pour n'avoir pu payer des impôts.

Les émeutes de paysans affamés se succèdent, sans qu'on puisse donner raison à leurs modestes exigences.

Une de ces émeutes vient d'avoir lieu à Magliano. A cette occasion, les journaux italiens, résumés par l'*Italia*, publient des renseignements peu édifiants sur la condition de la classe agricole :

Les principaux propriétaires et les commerçants notables des environs de Magliano ont tenu une réunion dans cette bourgade.

Des faits graves, très graves, ont été révélés dans cette réunion. S'ils ne justifient pas les actes illégaux, récemment

MCD 2018

commis par les paysans, ils les atténuent du moins dans une forte mesure.

On a constaté qu'il y a des paysans qui, depuis plusieurs jours, ne *se nourrissaient que de son et d'herbes*. D'autres, ayant des enfants malades, allaient ramasser dans les ordures les boyaux de poulet pour pouvoir leur faire un peu de bouillon.

Le fermier doit payer 10 0/0 pour l'assurance des bœufs. Chaque famille est obligée de faire 50 charrois pour le compte du propriétaire, et si elle en fait un seul pour son propre compte, elle est frappée de 20 francs d'amende.

Pour chaque voyage de vingt-quatre heures, on alloue au conducteur 25 centimes, et encore ces maigres rétributions ne sont-elles pas payées au paysan, elles sont portées sur son livret en compte de vieilles dettes.

On a enfin constaté, dans cette réunion, que le contrat de ferme peut se résumer ainsi : le propriétaire prend tout au paysan, maïs, vin, froment, cocons, etc.

Le bois même appartient au propriétaire, et cependant, si un arbre vient à mourir, le paysan doit payer 28 francs d'amende.

« Pour remédier le mal, dit le *Journal des Économistes* en faisant cette transcription, le ministre de l'intérieur n'a rien trouvé de mieux que d'empêcher l'émigration, c'est-à-dire de mettre plus que jamais le petit fermier à la merci du propriétaire. Comment s'étonner, après cela, ajoute notre compétent confrère, si le socialisme fait des progrès dans les masses, écrasées d'impôts et privées même de la liberté élémentaire « d'aller et venir » ?

Tout en applaudissant ce langage de l'éminent M. de Molinari, nous sommes heureux de constater que le gouvernement italien, donnant raison à ceux qui se sont permis, comme nous, d'analyser la circulaire du 6 janvier dernier, vient d'adresser, comme nous le prévoyions dans notre précédent numéro, une nouvelle circulaire aux préfets du royaume, d'accord avec les récentes déclarations de l'honorable M. Depretis devant le parlement, à Rome.

Cependant, les entraves, les embarras mis à l'émigration non seulement en Italie, mais en Espagne, en Allemagne, en France même, n'ont pas totalement disparu.

Et la situation, spécialement de la classe agricole, de l'Italie, dont nos lecteurs viennent de lire quelques renseignements, n'est pas malheureusement sans se reproduire un peu partout dans ce continent où l'anarchie, engendrée par le désespoir de la misère, met actuellement en danger la paix, l'ordre et les institutions, même les plus libérales, même les plus révolutionnaires, car en réalité, tout ce mouvement social n'est inspiré par le désir de nouveaux progrès politiques, que dans l'espoir de résoudre par ce moyen empirique les graves problèmes économiques du travail, des salaires et du coût excessif de la vie.

III

La « Société d'Économie Politique » vient de discuter la suivante question : « Le coût du vivre a-t-il une influence sérieuse sur la fixation du taux des salaires ? »

Ont pris part dans cette intéressante discussion (séance du 5 mars), messieurs Frédéric Passy, Ernest Brelay, Lunier, Limousin, Levasseur, Ad. Courtois, Félix Faure, Cheyson et Paul Leroy-Beaulieu.

Le président, M. Léon Say, en faisant le résumé de la discussion, a déclaré que la société s'était prononcée pour l'affirmative.

Voici les remarquables observations de M. Levasseur, avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord, que nous emprantons au compte rendu de la séance.

M. E. Levasseur, de l'Institut, regarde comme de plus en plus vraie, au fur et à mesure que les sociétés arrivent à un degré de développement plus avancé, cette proposition si souvent formulée : que le taux des salaires se règle sur le coût du vivre et sur le taux des frais de l'existence, pour les ouvriers en particulier. Les exceptions apparentes à cette loi, dit-il, ne font que la mieux démontrer.

Il y a donc, d'après l'orateur, entre le taux des salaires et les prix des consommations, une corrélation générale et une proportionnalité approximative, susceptible, toutefois, de perturbations dues à des causes diverses.

Le travail personnel a, comme la production industrielle, son « prix de revient, » et il survient parfois des circonstances telles que le prix de vente, pour l'un comme pour l'autre, descend au-dessous du prix de revient, c'est-à-dire que l'industriel se voit obligé de vendre à perte sous peine de ne point vendre, et l'ouvrier de se contenter d'un salaire insuffisant, sous peine de ne pas travailler du tout.

Mais le prix de revient du travail personnel ne se prête pas, comme celui de la fabrication d'un produit quelconque, à une évaluation exacte ; les besoins de l'homme sont essentiellement variables. A un ouvrier français il faut de la viande, du vin, des vêtements chauds, un logement bien clos [1] ; un travailleur hindou se contente, pour sa nourriture, de quelques poignées de riz, pour vêtement d'un morceau de cotonnade, pour abri d'une hutte.

On peut donc dire, déclare M. Levasseur, que le prix des subsistances fixe le taux *minimum* du salaire, mais non pas le taux *maximum*.

Oui, le coût de la vie a une réelle influence sur le taux des salaires.

D'après un économiste anglais [2] la nourriture représente, en Angleterre 33 °/₀ du salaire, 40 °/₀ en France, 50 °/₀ en Allemagne, et 66 °/₀ en Espagne et en Italie, tandis qu'aux États-Unis d'Amérique elle ne représente pour les ouvriers que 20 °/₀ de la rétribution du travail.

Dans un même pays cette proportion varie en raison inverse des salaires [3].

Nous trouvons par exemple, qu'à Paris la nourriture représente aujourd'hui, en moyenne 60 °/₀, le logement 15 °/₀, le vêtement, 18 °/₀ et divers 7 °/₀.

On peut donc conclure de ces observations que le coût de la vie, et en Europe la nourriture représente la somme principale, 70 °/₀ quelques fois, a une influence directe et réelle sur la fixation du *minimum* des salaires. D'un autre côté, correlativement, les salaires se font représenter, dans l'industrie européenne, dans une forte proportion dans le prix de revient des produits de toute sorte.

Le coût de la vie, très spécialement par raison du prix infime de la nourriture, étant beaucoup plus réduit en Amérique qu'en Europe, les salaires y sont logiquement moins élevés ; la concurrence manufacturière et commerciale des États-Unis aux produits de l'industrie européenne est la conséquence naturelle de ces circonstances.

Et cette concurrence finira, si l'Europe ne fait pas des efforts efficaces pour la combattre, par monopoliser, en faveur de l'Union américaine, le mouvement commercial de l'Amérique latine.

IV

On ne saurait donc contester :

1° Qu'il y a en Europe exubérance de population ;

1. M. Levasseur a oublié d'ajouter que le prix des subsistances varie d'un pays, d'un continent à l'autre. Un seul exemple suffit : une livre de viande vaut, qualité inférieure, 70 à 80 centimes de franc en France ; avec cette somme on a quatre livres de bonne viande à la Plata.

2. Muchall, *Progress* of *the World*, pag 65.

3. Dr Engel « Das Rechnungsbuch der Hansfrau und seine Bedentung imwirthschafts leben der Nation » 1881.

MCD 2018

2° Que le coût de la vie y est très élevé, relativement à l'Amérique ;

3° Que les salaires augmentent, plus considérablement qu'aux États-Uuis, le prix de revient des manufactures ;

4° Que la concurrence dans ces conditions, avec les produits nord-américains devient chaque jour plus difficile.

L'unique moyen, pour l'Europe, d'éviter tous les inconvénients, tous les dangers d'une telle situation, serait de réduire le coût actuel de la vie du travailleur.

L'Amérique latine peut contribuer efficacement à ce résultat.

L'émigration européenne développera les productions agricoles des immenses et fertiles territoires du Nouveau-Monde.

Ces produits, favorisés par les franchises douanières, par le prix réduit des transports, par la fertilité extraordinaire du sol, arriveront ici, en Europe, dans des conditions excessivement avantageuses.

En même temps, favorisées par la réciprocité relative de ces franchises douanières, les manufactures européennes trouveront chez nous, dans nos pays latins de l'Amérique, des débouchés considérables et sûrs.

Des traités sur des bases nouvelles et spéciales, réglant le commerce, la navigation, l'émigration, les rapports économiques, financiers et politiques, entre les différents Etats de l'Europe et de l'Amérique latine, peuvent, nous le répétons avec conscience, éviter à ce vieux continent l'aggravation de la crise actuelle tout en bénéficiant du développement des richesses naturelles des régions privilégiées du Nouveau-Monde.

Nous n'avons fait, aujourd'hui, qu'aborder sommairement cette importante question.

Nous reviendrons bientôt sur ce thème, dans la certitude de démontrer en définitive, d'une manière concluante, qu'il n'est que temps de se mettre à l'œuvre dans un but d'équilibre social et économique, en resserrant les liens entre les deux mondes.

PEDRO S. LAMAS.

La « doctrine Monroe » et la presse des États-Unis au sujet de la guerre du Pacifique.

Il est sans doute intéressant de prendre note de l'attitude de la presse des Etats-Unis au moment où la mission Partridge est venu provoquer un véritable conflit entre les partisans de la doctrine Monroe, telle que le prétend M. Blaine, et telle que le font interpréter le bon sens et les antécédents historiques.

Le *Courrier des États-Unis* résume ainsi la situation :

Le 22 janvier dernier a eu lieu à Lima, entre les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France, d'Italie et des Etats-Unis, une conférence à la suite de laquelle il a été convenu que ces diplomates engageraient leurs gouvernements respectifs à agir énergiquement sur le Chili pour l'obliger à faire la paix avec le Pérou, en limitant son occupation militaire aux territoires dont il réclame la cession comme indemnité de guerre. Là dessus protestations indignées de la part des partisans d'une « doctrine Monroe » de fantaisie qui n'admet sous aucun prétexte l'immixtion d'aucune puissance européenne quelconque dans le réglement d'une affaire politique, qu'elle soit sur ce continent. A plus forte raison, ces américanistes exclusifs n'admettent-ils pas une intervention collective réunissant dans une action commune une ou plusieurs puissances européennes et le gouvernement des Etats-Unis, ce qui impliquerait de la part de ceux-ci l'abandon de la position dans laquelle ils se placent au nom de la grande politique américaine dont il s'est fait tant de gorges chaudes depuis qu'il a fallu prendre au sérieux l'ouverture du canal de Panama.

On sait à quel point s'est fourvoyé M. Blaine avec ses fanfaronnades de diplomate-fracasse qui lui ont valu tant de rebuffades dédaigneuses de la part même de très modestes adversaires. Cette peu brillante campagne a un peu ouvert les yeux aux Américains sérieux qui se sont demandé après tout ce qu'il y avait de juste, de profitable et de possible dans cette prétention d'écarter jalousement toute influence européenne des Etats de l'Amérique du Sud, et on est assez généralement arrivé à cette conclusion que c'est tout simplement une absurdité. Il est très naturel que les Etats-Unis fassent de grands efforts pour profiter des avantages incontestables de la situation qu'ils possèdent pour bénéficier du commerce de ce continent en concurrence avec les nations qui y ont des relations plus étendues que les leurs ; mais de là à vouloir que toute l'Amérique jusqu'au Cap Horn soit soumise aux convenances des Etats-Unis comme si l'Océan leur faisait une frontière naturelle commune, c'est là une théorie qui dépasse un peu les bornes de ce qu'on pourrait appeler la politique géographique.

Mais à part la logique abstraite, les faits mêmes recusent absolument ce prétendu droit de suprématie qu'invoquent les politiques à grandes guides qui suivent l'école de M. Blaine, le sénateur Van Wyck en tête.

Le *Times* de New-York se charge de réfuter la doctrine Monroe exagérée, dans les termes suivants, en analysant la question sous son côté pratique, en mettant en avant les chiffres du commerce entre les pays belligérants et l'Europe pour les comparer à ceux des transactions entre ces mêmes pays et l'Union américaine.

En premier lieu, dit-il, c'est le non-sens le plus creux de parler de protéger le commerce américain dans un pays étranger quelconque aussi longtemps que nous faisons chez nous notre premier point de politique de repousser tout commerce étranger comme une chose malfaisante. Mais si nous pratiquions le *free trade*, comme l'Angleterre, le commerce étranger du Pérou et du Chili ne nous appartiendrait à aucun titre dont ne dût pas jouir l'Angleterre à un degré supérieur. Pour toutes les fins du commerce, Santiago et le Callao sont plus près de Liverpool que de New-York, et quand nous considérons les facilités de navigation que l'Angleterre peut mettre à la disposition des négociants péruviens et chiliens, nos prétentions à ce sujet sont simplement ridicules. La Grande-Bretagne est à la tête de toutes les nations quant au volume de son commerce avec le Chili. Sur les importations de cette nation en 1881, qui se sont élevées à $61,904,232, la Grande-Bretagne compte pour $17,589,267, et les Etats-Unis pour $1,748,881, — presque exactement le dixième, — l'Allemagne pour $7,385,870, et la France pour $5,588,916. Sur ses nitrates, l'Angleterre a exporté $19,212,669 en valeur, contre $2,765,063 par les Etats-Unis. La marine britannique a été représentée dans ses ports par 873 navires à voiles de 555,241 tonnes et 899 steamers de 1,343,565 tonnes ; tandis que le pavillon américain n'a été représenté que par 184 voiliers de 115,481 tonnes et 14 steamers de 23,550 tonnes. En présence de ces chiffres et de ces faits, c'est pure gasconnade de parler d'adopter une vigoureuse politique nationale pour protéger « nos intérêts commerciaux » dans l'Amérique du Sud. Il serait juste aussi raisonnable d'adopter une vigoureuse politique envers le Japon, la Chine ou la Turquie pour les forcer de commencer avec nous plutôt qu'avec les marchands de Liverpool et de Londres. — Les courants du commerce ne sont pas gouvernés par acte du congrès ou par la politique du département d'Etat. En outre, il y a autre chose qui prouve la faiblesse de cette politique braillarde des Blaine et des Van Wick. Nous avons depuis trois ans par nos ministres plénipotentiaires, nos envoyés extraordinaires et le reste, essayé de faire cesser la brouille entre ces deux Républiques, et nous n'y avons pas réussi. Par contre, on dit à Lima que si la Grande-Bretagne, la France et l'Italie s'en mêlaient avec nous, la paix serait faite en trois mois. Les considérations d'humanité, et les égards que nous devons aux souffrances du Pérou doivent suffire pour nous faire désirer cette utile coopération.

Le *Herald* approuve, comme le font d'autres journaux, la sévérité du Secrétaire d'Etat envers M. Partridge, « parce qu'il a eu le tort de faire une démarche non autorisée. » Mais quant à la doctrine Monroe elle-même, voici l'opinion du *Herald*, clairement et nettement manifestée.

Ce que dit M. Van Wyck de la doctrine Monroe, dit le *Herald*, est pur non-sens, et nous regrettons qu'un homme si capable à tant d'égards s'imagine que cette formule implique pour nous le devoir d'entretenir un protectorat sur toute l'Amérique, Nord et Sud. La doctrine Monroe a notifié aux puissances européennes que nous nous opposerions à toute tentative de la part de l'une d'elles de rétablir sur un point quelconque de l'Amérique le système de colonisation monarchique qui venait d'être detruit par la rébellion des colonies de l'Amérique du Sud et du Centre, ainsi que du Mexique, et par leur établissement comme Etats indépendants. C'est tout. Le désir que le Chili et le Pérou fassent la paix est très naturel, et s'il était clair que nous pussions y contribuer en invitant les grandes puissances européennes à se joindre à nous dans une admonition amicale aux contestants, il n'y a rien dans la doctrine Monroe qui pourrait empêcher notre gouvernement de le faire. Naturellement les Etats-Unis, étant la puissance amie la plus rapprochée des Etats belligérants, prendraient la tête d'un tel mouvement, et indubitablement comme très justement verraient avec déplaisir et avec défiance un mouvement combiné des gouvernements européens qui tendrait à aller de l'avant sans notre assentiment et notre coopération. Il est extrêmement improbable que rien de semblable soit jamais tenté.

MCD 2018

L'*Evening Post* pense, comme le *Herald*, que la doctrine Monroe n'a rien à faire dans cette affaire et dans le rappel de M. Partridge.

Si l'Angleterre, dit-il, et la France et l'Italie, veulent s'unir dans une recommandation au Chili au sujet des conditions de la paix, nous ne pouvons pas les en empêcher. Elles ont le même droit que nous de donner des conseils, et si nous nous joignions à elles dans une recommandation collective, cela ne porterait aucunement atteinte à la doctrine Monroe. M. Blaine lui-même n'a jamais eu l'idée de pousser la doctrine jusqu'au point d'empêcher les nations européennes de se permettre une suggestion amicale dans l'intérêt de la paix entre le Chili et le Pérou.

« M. Partridge est apparemment rappelé simplement parce qu'il a excédé les limites de son autorité. *Ses instructions* au sujet des difficultés chilo-péruviennes n'ont pas été publiées, mais il y a beaucoup de raisons pour que le département d'Etat ne désire pas que notre ministre tienne des conférences avec les autres ministres à Lima, et concoure à la rédaction de notes identiques touchant les conditions de la paix, sans en demander la permission. De tels procédés ne font pas partie des fonctions ordinaires d'un ministre.

Un peu plus loin le même journal exprime l'avis que « peut-être était-il nécessaire de faire sentir la discipline à M. Partridge, mais que cela ne prouve pas du tout que son idée en elle-même ne soit pas judicieuse. »

D'autres journaux se montrent partisans acharnés de l'interprétation Blaine. Voici ce que nous dit la *Tribune*.

Un diplomate américain jouant humblement la seconde partie de violon à côté du ministre de France, et se tenant la casquette à la main parmi ses collègues européens à la porte du Foreign office chilien, serait un spectacle affligeant pour une nation qui a proclamé la doctrine Monroe...

Le « Commercial Bulletin » résume ainsi très nettement la situation.

Avant que nous envoyions un autre ministre au Pérou, dit-il, ne serait-il pas convenable que l'on songeât à définir ses fonctions diplomatiques, en sorte qu'il sût précisément ce qu'il peut ou ce qu'il ne peut pas faire? L'idée du département d'Etat semble être que l'homme doive être un simple homme de paille. M. Partridge, que M. Frelinghuysen vient de rappeler pour avoir agréé à un plan anglo-franco-italien pour rétablir la paix entre le Chili et le Pérou, semble avoir été dans les nuages tout comme son prédécesseur M. Hurlbut; et le résultat est que le pays est rendu ridicule par une rapide succession de ministres envoyés simplement pour être rappelés. Il est hautement désirable, dans l'intérêt de l'humanité, aussi bien que dans l'intérêt du commerce international, que des relations amicales soient rétablies entre le Chili et le Pérou aussitôt que possible sur un pied honorable; et si nous ne pouvons rien faire pour faciliter ce résultat, il sera peu digne, sur nous ne savons quelle interprétation don-quichotique de la doctrine Monroe, de trouver mauvais que d'autres l'entreprennent. Le malencontreux M. Partridge paraît avoir eu une sorte de conviction de ce genre, et maintenant il paie de la révocation l'indiscrétion d'avoir eu raison.

Je ne prétends nullement analyser ces différentes opinions de la presse de l'Union. Cette tâche appartient plutôt au rédacteur en chef de la *Revue* ou à l'érudit M. Torres Caicedo, qui ont traité avec leur compétence incontestable dans ces colonnes, tout ce qui se rattache à l'intervention des Etats-Unis dans la politique des nations latines du Continent.

Je me borne à mettre sous les yeux des lecteurs de la *Revue* ces opinions de la presse de l'Union, puisqu'il s'agit de la solution d'un grand problème, celui de la paix entre les belligérants du Pacifique.

L. D.

New-York, le 17 mars 1883.

De l'émigration en général, et spécialement de celle qui se porte au Rio de la Plata.

—

L'émigration est un phénomène qui s'est manifesté dans tous les siècles, parce qu'il y a eu de tous temps des hommes qui, obéissant à des causes accidentelles, ont dû abandonner leur pays pour vivre et s'établir ailleurs, dans une patrie d'adoption.

Les difficultés des communications, la rareté des moyens de transport, ont été, pendant de longues années, les obstacles mis par la nature et par l'état embryonnaire de la science aux épanchements de ce sentiment qu'on désigne sous le nom du besoin ou du désir d'émigrer.

La navigation était un moyen long, dangereux, incertain de transport; les chemins, les voies terrestres étaient a peine tracés et n'offraient ni commodité, ni assurances, ni garanties d'aucune sorte.

Aujourd'hui, heureusement, ces difficultés, ces obstacles ont totalement disparu, grâce aux merveilleux progrès réalisés dans l'art de la locomotion. Les découvertes géographiques ont augmenté extrordinairement le champ des entreprises hnmaines; les mers lointaines sont régulièrement et périodiquement visitées par de nombreux navires; nonobstant l'immensité de l'océan qui sépare l'Europe de l'Amérique, les communications entre l'ancien et le Nouveau Monde sont, dans l'actualité, rapides, régulières, et relativement peu coûteuses.

Une des conséquences plus logiques de la civilisation et du progrès moderne c'est la tendance de l'esprit à modifier profondément le sentiment qui l'empêchait à s'écarter de la patrie sans un besoin impérieux.

Nous ne voulons pas dire qu'un jour viendra où le cœur de l'homme ne battra plus en s'éloignant ou en s'approchant de la patrie; mais on ne saurait contester que cet amour, que ce sentiment a subi des modifications réelles.

Tout le monde sait que la patrie des Grecs, comme celle des Romains de l'antiquité était si restreinte, si limitée, qu'on pouvait atteindre avec la vue les limites de son domaine territorial; au delà il n'y avait, pour eux, que des peuples et des nations sauvages.

Dans le moyen âge, l'idée de la patrie n'abrangeait que la terre qui pouvait être aperçue du haut du clocher de la paroisse. Chaque municipe formait un État à part, séparé des autres municipes par des haines profondes et par des antagonismes perpétuels.

La découverte de l'Amérique devait naturellement contribuer à modifier des idées et des sentiments aussi mesquins; cependant, les guerres de religion, les rancunes entre les races conquises et les races conquérantes donnèrent lieu, dans les trois derniers siècles, à des hostilités continuelles entre les nations et entre les provinces elles-mêmes, mettant ainsi des entraves aux épanchements naturels des populations, qui étaient loin, en outre, de jouir de cette liberté « d'aller et de venir », sans laquelle le progrès du monde aurait été presque impossible.

L'homme qui avait des motifs sérieux pour quitter sa patrie pour chercher ailleurs du travail, de la fortune, de la liberté, se décidait, nonosbstant, très rarement, dans une époque plus récente, à quitter le territoire national, craignant les dangers du voyage et plus encore l'indifférence ou l'hostilité des naturels du pays dans lequel il désirait s'établir.

Mais aujourd'hui, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, le télégraphe, les progrès géographiques, le développement des notions générales font à ces idées et à ces superstitions une guerre persistante et victorieuse. L'homme est actuellement presque sûr de trouver partout le même progrès moral et des autres hommes prêts à partager avec lui les travaux comme les jouissances de la vie.

Quoique c'est vrai ce que Danton a dit de la patrie [1] il n'est pas moins incontestable que dans ce XIX^e^ siècle un Européen trouve sa patrie reproduite, pour ainsi dire, dans n'importe qu'elle partie de la terre dont le Venitien Marco Polo eut le pressentiment, dont le gênois Christophe Colomb fit la découverte et qui porte aujourd'hui le nom du florentin Vespuce. Et ce développement, cette élasticité pour ainsi dire, de l'idée de la patrie contribue à faciliter, à rendre chaque jour moins difficile et moins pénible la résolution d'émigrer; on s'habitue peu à peu à cette idée féconde de la fraternité et de la civilisation universelles; la patrie n'est plus le village, la ville, la campagne où on a vu pour la première fois la lumière du soleil; la patrie c'est aussi la terre, le coin de l'univers où le cœur s'ouvre aux sentiments naturels et généreux de la vie, où l'intelligence se développe, où on travaille, où on aime.

A mesure que les obstacles naturels diminuent, les difficultés artificielles disparaissent rapidement. Pendant que les barrières opposées à la liberté de circuler tombent de soi-même devant la force du droit, les raisons d'être du besoin, de l'utilité de circuler augmentent et s'emparent des cœurs et de l'esprit de l'homme.

Il y a des pays où le nombre d'habitants est supérieur aux moyens de subsistance de la localité et où les bras sont

1. Un jour qu'on lui conseillait de se soustraire à la vengeance de ses concitoyens, il s'est écrié: « Est-ce qu'on emporte la patrie à la semelle de ses souliers? »

MCD 2018

très nombreux en rapport aux besoins des industries ; dans d'autres, au contraire, des immenses richesses naturelles ne peuvent être exploitées, faute de bras, de terres, de mines, de forêts qui attendent, pour enrichir le monde, l'industrie et l'activité de l'homme.

Telle est, cette dernière, la situation de la région de la Plata.

Des éminents apologistes ont élevé' leur voix puissante, au sujet des avantages qu'offrent à létranger les Républiques du Rio de la Plata, et entre ceux ci, nous rappellerons les noms de Mantegazza, Virgilio Péage, de Moussy, Galet de Kulture, Lelong et autres Européens. D'autres fils de l'Europe, comme le regretté M. Adolphe Vaillant, ont travaillé avec intelligence et persévérance pour faire connaître et pour faire apprécier ces pays au moyen de travaux statistiques, historiques et géographiques.

S'il est vrai que chaque émigrant apporte un capital dans ses bras et dans son intelligence, capital qui sous la protection de lois libérales se développe et produit le bien-être et la fortune, c'est spécialement à la Plata où on constate cette encourageante réalité, car en dehors d'une organisation sociale qui offre toutes les garanties voulues, la douceur du climat el la fertilité du sol assurent un avenir prospère à tous ceux qui veulent et qui savent travailler.

Le prolétaire européen n'a jamais été réduit à la misère dans les bords de la Plata : bien au contraire, l'émigrant peut considérer, en se rendant dans ces pays, qu'il a devant lui des trésors, dont il ne dépend que de lui, de son honnêteté et de sa laboriosité, de s'en emparer en partie.

L'exagération des événements passés, des apréciations erronées sur les conditions présentes, empêchent que le courant de l'émigration pour la Plata atteigne pour le moment le chiffre qu'on a raison de prévoir dans un avenir prochain. Et ceux qui, ayant en vue des intérêts contraires à ce développement, répandent des nouvelles peu favorables à ces régions, oublient que s'il y a des inconvénients, ces mêmes inconvénients, tout au moins, existent en Europe, et que, quant aux avantages offertes aux travailleurs, quant aux salaires, quant au bon marché, à l'abondance, à la qualité des denrées alimentaires, etc, toute comparaison est immensément à l'avantage des Républiques de la Plata.

La vérité est que ces pays ont besoin de peupler leurs vastes et riches territoires et qu'ils font des efforts pour attirer sur leur sol privilégié les bras, l'exubérance de la population européenne. On conçoit donc, facilement, que l'émigrant y est toujours le bienvenu et qu'on fait tout le possible pour lui faire un accueil fraternel, pour l'encourager, pour le protéger au besoin, lui demandant en échange le concours de la force de ses bras et de son intelligence, nécessaire, indispensable pour exploiter, dans un intérêt commun, les richesses merveilleuses d'un sol vierge et fécond.

P. Antonini y Diez

Rome, le 15 mars 1883.

Le système monétaire de l'Empire du Brésil.

1808-1882

QUATRIÈME ARTICLE : L'ACTUALITÉ ; SOLUTION

I

Après avoir analysé sommairement les événements, depuis 1808 jusqu'aujourd'hui, en tout ce qui concerne la circulation monétaire, nous allons maintenant entretenir nos lecteurs des circonstances de l'actualité.

Nous avons vu que tous les gouvernements de la Régence et de l'Empire, ne se sont que très médiocrement souciés de résoudre les problèmes de la circulation monétaire.

Ils ont trouvé fréquemment le moyen de pourvoir aux besoins des dépenses publiques en faisant des émissions de papier monnaie. Ayant à leur portée une source intarissable de billets de banque, les déficits budgétaires n'ont effrayé personne.

Un jour est venu, et le voici, où on s'est aperçu qu'on n'avait pas eu impunément recours à cet expédient ruineux des émissions systématiquement inconvertibles.

Cette monnaie de cours forcé, on le voit, on le reconnaît maintenant, bouleverse et dérange tout actuellement au Brésil, commerce, industrie, finances.

La fluctuation du prix, de la valeur de cette monnaie conventionnelle, unique agent des échanges du pays, est un obstacle sérieux pour l'immigration des capitaux étrangers.

On peut dire que pas une livre sterling ne s'emploie au Brésil que moyennant la garantie de l'Etat; *garantie d intérêt*, c'est le moins, *garantie du change au pair*, c'est l'essentiel, c'est l'indispensable ! Et on a raison.

Les bonnes affaires ne manquent certainement pas au Brésil, un des pays les plus merveilleusement riches du monde, en territoires, en mines, en produits de toute sorte, presque totalement inexplorés faute de bras et de capitaux. Mais comment organiser une Compagnie, comment trouver des commanditaires pour une entreprise quelconque quand l'objection capitale est là, sous les yeux de tout le monde, quand on risque perdre 4, 8, 10 0/0, du capital dans une seule année comme conséquence de la baisse du change?

Le gouvernement est donc obligé de garantir, dans tous les contrats de concession, un minimum d'intérêt payable en or, c'est-à-dire, au change de 27 deniers par un mille reis.

On conçoit facilement, d'un côté, que l'Etat doit se limiter à donner cette garantie à des entreprises d'une certaine importance, et de l'autre, que sans cette garantie, les meilleures affaires du monde sont des mauvaises affaires pour les capitaux métalliques de l'Europe.

Le résultat de cette fâcheuse situation est, logiquement, que le Brésil, qui ne voit augmenter que très faiblement le courant d'immigration de bras étrangers, qui ne reçoit du dehors que les capitaux auxquels l'Etat s'engage à payer, en or, un intérêt de 6 à 7 0/0, le résultat est, nécessairement, que la vaste monarchie américaine ne développe que dans une proportion très restreinte, son commerce, sa production et ses rentes.

Telle est la situation.

Telle est la vérité.

II

Pour arriver à la circulation métallique il faut : 1° ne pas augmenter la somme actuelle des émissions, suffisante pour les besoins du commerce, de l'industrie, des échanges en général, — 2° rétablir l'équilibre des budgets afin que l'administration n'ait plus besoin d'avoir recours ni à des nouveaux emprunts, ni à des expédients ruineux comme ceux des émissions inconvertibles, — 3° encourager le développement de la production nationale afin de rétablir l'équilibre entre l'importation et l'exportation de produits, de marchandises et de capitaux, sans quoi tous les efforts pour rétablir la circulation métallique seraient infructueux.

Il est utile de renseigner nos lecteurs sur le mouvement actuel entre l'Empire et les pays étrangers, de produits, de marchandises et de capitaux.

Les données suivantes sont très approximativement exactes.

EN FAVEUR DU BRÉSIL

Valeur de l'exportation.	Rs.	200.000:000 $
Capital des nouvelles entreprises, moins le montant introduit en machines, rails, etc.		10.000:000
Total.	Rs.	210.000:000 $

CONTRE LE BRÉSIL

Valeur de l'importation.	Rs.	180.000:000 $
Service de la dette externe.		16.000:000
— d'une partie de la dette interne de 1879, dont les intérêts et l'amortissement sont payables également à l'Étranger. . .		2.000:000
Garantie d'intérêts payé par l'Etat (déficit de l'intérêt garanti).		3.000:000
Services, appointements des légations, etc., matériaux pour les chemins de fer construits par l'Etat, fournitures pour l'armée de terre et pour la marine, etc. . . .		15.000:000
Intérêts du capital étranger des banques, maisons de commerce et compagnies de chemins de fer, etc., soit 7 0/0 sur rs. 200.000:000 $.		14.000:000
Capitaux étrangers qui s'en vont du pays. .		10.000:000
Intérêt des titres de rente de l'Etat, loyer de maisons, actions, obligations, etc., de nationaux et étrangers qui se trouvent à l'extérieur [1].		20.000:000
Total.	Rs.	260.000:000 $

1. Cette somme est sans doute au-dessous de la réalité. On calcule que la somme envoyée au Portugal est annuellement de 30.000:000 $.

MCD 2018

Il résulte donc, un déficit de 50 mille contos, soit 125 millions de francs par an contre le pays.

On comprend, par conséquent, qu'on ne saurait songer sérieusement à établir la circulation métallique sans avoir préalablement rétabli, dans une certaine mesure, l'équilibre du mouvement international que nous venons d'analyser.

Pour faire face aux déficits annuels que nous avons constaté, le Brésil a *exporté du crédit*, c'est-à-dire, il a contracté des emprunts à Londres, il a donné sa signature comme garant du paiement d'un minimum d'intérêt, à une foule d'entreprises qui figurent, par des millions de livres sterling, dans les tableaux que cette *Revue* publie fréquemment.

La baisse du café ayant augmenté le déficit ci-dessus, cette exportation en papiers de crédit, émis à Londres et à Paris, est devenue insuffisante pour rétablir, même fictivement, l'équilibre nécessaire.

Dès lors le change a continuellement baissé à Rio. C'est logique.

La baisse du change équivaut à la dépréciation du papier-monnaie.

S'il y avait existé de l'or, on l'aurait exporté comme de la marchandise.

Si le cours forcé n'avait pas existé, si le papier avait été convertible en espèces, les banques auraient été obligées de pourvoir aux besoins d'une exportation considérable et une crise monétaire, la panique aidant, aurait éclaté sans aucun doute.

Mais l'or n'existant pas, le papier de cours forcé n'étant pas *exportable*, la dépréciation de ce papier est la conséquence nécessaire, immédiate de cette situation.

On emploie ce papier, qui ne peut pas être exporté, parce qu'il n'a aucune valeur au-delà des frontières de l'Empire, pour acheter des lettres de change, c'est-à-dire de l'or payable à l'étranger.

Une demande plus considérable que l'offre de lettres de change, donne en résultat la baisse du change.

Si on donnait autrefois 24 deniers pour un mille reis, par exemple, on ne donne plus aujourd'hui que 22, que 21, que 20, et ainsi de suite.

Et le capitaliste étranger qui avait apporté mille livres en or, qui les avait échangé à 24 d., c'est-à-dire qui avait encaissé dix contos de reis en papier, unique monnaie dont on peut s'en servir au Brésil, l'or y étant totalement exclu des transactions, voulant repartir, n'obtiendrait que 840 livres, au change de 20 d., pour ces mêmes dix contos de reis.

C'est un exemple caractéristique de la situation.

On comprend, en outre, que si l'Etat abandonne son système de faire des emprunts directs ou indirects (la garantie d'intérêt est une forme indirecte d'emprunt), dans les marchés européens, le change tomberait bien plus bas encore. En effet, à quoi donc aurait-on recours, pour combler ce déficit énorme, que nous avons démontré, de cinq millions de livres sterling par an?

Mais le fait est que l'Etat ne saurait emprunter indéfiniment, surtout quand on réfléchit que ce qu'il emprunte directement, comme par exemple la dernière émission faite par la maison Rotschild de Londres de quatre millions de £., c'est de l'argent dont le pays, dont l'industrie, dont la production nationale n'en tire aucun profit, puisque c'est de l'argent qui ne sort pas de Londres, qui sert tout au plus à payer l'intérêt des vieilles dettes ou à solder des factures d'armement, du plomb, des fusils, des canonnières commandées pour défendre la patrie contre des agressions imaginaires, pour pouvoir dire aux voisins de l'Empire : nous ne voulons pas soumettre nos différents à l'arbitrage, à la justice, nous avons plus de foi dans la mitraille des canons!

Politique insensée, criminelle, qui produit les déficits budgétaires, que le Brésil abandonnera bientôt, nous en sommes convaincus, l'arbitrage, la paix, la concorde devant triompher forcément en Amérique, base indispensable pour la prospérité de ces régions dont les millions gaspillés dans les guerres ont compromis la situation économique, mettant en danger la tranquillité, le bonheur, l'avenir des jeunes nations du Nouveau-Monde.

III

. . . . . .

La situation est donc critique. On ne saurait le dissimuler.

Mais avec du patriotisme et du savoir-faire, nous l'avons déjà dit, les difficultés du présent seront surmontées et les craintes de l'avenir disparaîtront pour faire place à la confiance dans les destinées brillantes d'une grande nation qui a dans son sein tous les germes de la fortune et de la prospérité.

Désireux de contribuer à ce grand et noble résultat, nous allons nous permettre d'offrir à la considération publique, en peu de mots, que nous développerons peut-être dans une autre série d'articles, un plan de réorganisation générale, visant le rétablissement de la circulation métallique.

Une politique de paix, ayant pour base l'adoption de l'arbitrage international, permettra au Brésil de couper court, immédiatement aux déficits budgétaires.

Les budgets devront en outre être profondément remaniés, afin d'appliquer la plus grande somme possible aux développement des industries nationales, aux travaux d'utilité publique, à la construction des voies de communication et à l'instruction primaire.

La garantie d'intérêt ne devra être accordée qu'à des entreprises dont le capital sera reproductivement employé. Cette garantie sera consentie pour l'émission, à l'étranger, des obligations de la « Banque Hypothécaire » dont nous avons eu l'honneur de soumettre le projet au gouvernement Impérial en 1877, et qui vient d'inaugurer ses opérations à Rio de Janeiro; aucun capital ne sera plus efficacement employé comme protection à l'industrie agricole qui a grand besoin de secouer le joug ruineux de l'usure.

Le rétablissement de la circulation métallique ne pouvant être aucunement l'œuvre d'un jour, ce rétablissement étant incompatible avec le déficit constaté dans le mouvement des relations commerciales et financières internationales, nous pensons que le gouvernement devrait songer à l'organisation d'une grande banque nationale, qui prendrait à sa charge l'émission actuelle du trésor, qui ne serait pas augmentée. L'Etat donnerait à cette banque, pour une valeur égale, des obligations hypothécaires ayant pour base le chemin de fer de D. Pedro II, les autres chemins de fer de l'Etat, des terres publiques, etc.; ces obligations jouiraient d'un intérêt de 2 0/0 pendant les deux premières années, de 3 0/0 dans les deux autres années suivantes et de 4 1/2 0/0 dans la suite; ces titres jouiraient d'un amortissement de 1 0/0 à partir de la dixième année de la date de leur émission. Ces obligations ne seraient pas négociées avant la cinquième année (lorsqu'elles commenceraient à jouir de 4 1/2 0/0 d'intérêt); en attendant, les intérêts échus, payés par l'Etat et le produit de la vente, conformément à un règlement spécial, des terres publiques, destinée à amortir les obligations hypothécaires, seraient convertis en or et gardés en caisse en vue de la future conversion. Un compte serait ouvert dans la banque à l'Etat pour toutes les opérations relatives à la conversion : il serait débité pour une somme égale à celle de l'émission actuelle et crédité pour les sommes remises, soit à titre d'intérêt, soit comme produit de la vente de terres et, finalement, comme résultat de la vente, faite par la banque avec l'intervention de l'Etat, après le délai indiqué, des obligations hypothécaires sus mentionnées.

Avec un plan semblable, la confiance viendrait en aide au gouvernement et au pays; on serait sûr de l'avenir, on ne craindrait plus de voir augmenter le chiffre des émissions inconvertibles. Le Gouvernement saurait, de son côté, que la porte de l'arbitraire financier était fermée à tout jamais et que le gaspillage était forcément interdit. Toute hypothèse de guerre éloignée, les bienfaits de la paix assurée se feraient sentir; l'économie dans le budget de la guerre et de la marine serait suffisante pour faire face au service des obligations dont il est question plus haut.

Ainsi donc, insensiblement, sans effort, sans bouleversements, un jour arriverait bientôt où l'Empire se trouverait avoir payé cette dette d'honneur, cet emprunt nominalement gratuit mais le plus cher et le plus pernicieux de tous.

Un jour viendrait, et bientôt, où on constaterait avec joie que la valeur de cette monnaie dépréciée aujourd'hui, de cette monnaie qui, quoique portant la signature de l'Etat, est menacée actuellement du sort des assignats, on constaterait, disons-nous, qu'elle remonterait de jour en jour s'approchant du pair, valant l'or avant la conversion, comme il est arrivé récemment à New-York, à Paris, à Rome et à Buenos-Aires, où le bon sens, la bonne foi, l'honneur inspirèrent aux peuples comme aux gouvernants des efforts féconds pour leur gloire et pour leur prospérité.

PEDRO S. LAMAS.

MCD 2018

La question du café (*suite*).

—

II

LES EXPOSITIONS DE CAFÉ BRÉSILIEN.

La première idée de ces expositions. — Le Centro da Lavoura e commercio. — Les expositions de café à Rio-de-Janeiro. — Expositions à Londres, à New-York, au Canada, à Trieste, à Berlin et à Buenos-Aires. — L'exposition de Paris, au Palais de l'Industrie.

Le dégrèvement n'est pas l'unique moyen de rendre aux cafés du Brésil leurs prix vraiment rémunérateurs, en étendant et en multipliant la consommation de cette denrée alimentaire de premier ordre et de première nécessité.

Il en est un autre d'une efficacité presque égale, qui, jusqu'à ces derniers temps, avait été totalement négligé : nous voulons parler des *Expositions* et des *Bourses* de café.

Il est évident, en effet, que pour répandre un produit, il faut avant tout le faire connaître.

Or, chose vraiment incroyable ! le café brésilien qui, en 1881, fournissait presque la moitié de la consommation du monde entier (300 millions de kilogrammes), le café brésilien n'était connu nulle part sous son véritable nom.

On consommait du café brésilien sans le savoir. L'Europe pour sa part en absorbait 2,135,442 sacs de 60 kilog. Aucune de ces sortes ne portait la marque authentique du producteur d'origine, et rien ne pouvait révéler la provenance de ce café.

Plusieurs des sortes de Sâo-Paulo sont présentées dans le commerce comme des Malabar, des Mysore et des Bangalore.

Les cafés brésiliens décortiqués passent pour des provenances du Guatemala.

Le *Capitania* du Brésil remplace avantageusement le café du Haïti.

Les cafés lavés de Rio et de Santos sont vendus couramment pour des cafés de Laguayra.

Les lavés supérieurs affichent bien souvent la marque de la Jamaïque, et les qualités moyennes se vendent tous les jours comme des Manilles indiscutables.

Pour mettre ordre à cet état de choses, pour empêcher la fraude du marché de gros et de détail, pour propager de plus en plus la consommation des cafés brésiliens, et enrayer la baisse persistante des prix, un jeune ministre, M. le conseiller Buarque de Macedo, réalisa une combinaison qui paraît assurer d'excellents résultats.

Au mois de juin 1881, l'intelligent ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics consulta quelques notables négociants et quelques agriculteurs influents au sujet des mesures à prendre pour conjurer ou atténuer la crise :

Des conférences furent organisées.

Le *centro da Lavoura e commercio*, qui répond à peu près à notre Société d'agriculture, se fit représenter à ces conférences.

Ce cercle est composé d'hommes trés versés dans les questions agricoles et économiques du pays. M. le vicomte de Sâo-Clemente en est le président.

Le vice-président est M. J. C. Ramalho Ortigâo. Ses deux infatigables secrétaires sont MM. Honorio- Augusto-Ribero et Hermano Joppert. M. Antonio-Thomaz Quartin est le trésorier de ce cercle.

Le *Centro da Lavoura e commercio* étudia sans retard la question qui lui était soumise par le ministre.

Il s'agissait de résoudre ce problème :

Quels sont les moyens les plus efficaces à employer pour améliorer la situation actuelle du marché de café du Brésil, au point de vue du développement de la consommation?

Le *Centro*, sous la présidence de l'éminent agriculteur, M. le baron du Ria-Bonito, arrêta les dispositions suivantes, qu'il soumit au Ministre le 15 juillet 1881 :

— Tous les ans, pendant le mois d'octobre ou de novembre, il se tiendra à Rio-de-Janeiro une exposition générale de café brésilien, comprenant surtout les provenances de Rio, Minas-Gereas, Sâo-Paulo et Espirito-Santo.

— Le gouvernement impérial accordera le transport gratuit et autres faveurs aux produits destinés à l'exposition.

— Une Exposition de dessins et de modèles de machines agricoles sera annexée à l'Exposition de café.

— Pendant la durée de l'Exposition, des conférences seront faites sur des questions économiques relatives au café :

— Les Compagnies de chemin de fer accorderont des places à prix réduit aux personnes qui désireront visiter l'exposition.

— Après la clôture de chaque Exposition annuelle, les échantillons exposés seront divisés par séries et *envoyés en Europe et dans l'Amérique du Nord*, afin d'y être exposés par les soins des consuls brésiliens.

C'était décréter du même coup des Expositions nationales et internationales.

Le ministre approuva ces sages mesures, et le 14 novembre 1881 la première Exposition de café du Brésil avait lieu à Rio-de-Janeiro.

Une commission d'organisation fut nommée par le *Centro da Lavoura*.

Elle était composée de MM. le baron d'Araujo-Ferraz, président ; Hermano Joppert, secrétaire ; Valverde de Miranda, Eduardo Lemos, J. de Mello Franco et J. Ramalho Ortigâo, membres du comité.

L'Exposition se tint dans les salons de l'Imprimerie Nationale.

L'Empereur, qui s'intéresse avec tant de sollicitude à tous les progrès et à tous les développements économiques de son pays, inaugura lui-même cette belle Exposition.

Les produits occupaient trois salons.

Dans le salon d'honneur, une collection de cafés méthodiquement classés renseignait le visiteur sur l'histoire du travail, et les nombreuses transformations que subit le produit avant d'être livré à la consommation.

La salle suivante contenait 1.145 échantillons divers envoyés par un millier d'exposants des différentes provinces de production.

574 échantillons provenaient de la province de Rio-de-Janeiro :

371 appartenaient à Minas-Geraes ;

130 avaient été expédiés de Sâo-Paulo ;

18 de Espirito-Santo ;

52 de provenances diverses.

Enfin, dans le troisième salon se trouvaient les cafés étrangers qui devaient servir de point de comparaison aux planteurs brésiliens.

Or, toutes les personnes compétentes qui ont visité cette Exposition, et qui ont étudié les différents échantillons qu'elle contenait, sont arrivées à cette conclusion :

« Les cafés du Brésil présentent une *diversité*, *une variété* que l'on ne rencontre dans aucun autre pays producteur ; les meilleurs sortes peuvent être *comparées aux qualités les plus estimées des autres pays ;* il ne manque aux cafés brésiliens que quelques soins matériels d'ensachement pour leur assurer sans conteste le premier rang. »

Voici en quels termes le *Jornal do Commercio*, de Rio, résumait ses appréciations :

« Sauf le café de Moka, cultivé sur une zone tout à fait limitée, et presque introuvable en Europe, les cafés étrangers qui se trouvent exposés ne surpassent pas les produits brésiliens comme qualité [1]. » Nous pouvons ajouter ni comme quantité.

L'exposition de 1882, qui s'est ouverte le 22 octobre, contenait une variété de produits et d'échantillons supérieure à celle qui avait été envoyée l'année précédente par les mêmes provinces.

On y comptait plus de 1, 500 sortes.

L'exposition a été close le 24 novembre. On a constaté dans cette seconde exposition quelques perfectionnements dans les méthodes d'ensacher.

A la suite de la première exposition de 1881, le *Centro da Lavoura* s'est empressé de mettre à exécution la seconde partie de son programme.

Il a décidé qu'une partie des produits ayant figuré à l'exposition de Rio-de-Janeiro serait envoyée à l'étranger, pour y être exhibés de nouveau.

Cette exposition internationale ambulante et nomade devait avoir lieu à Paris, Berlin, Vienne, Londres, New-York et Montréal.

Chacun des consuls établis dans ces capitales de l'Europe

1. Le café moka a été découvert, dit-on, en 1285. Deux siècles après, la culture des caféiers de cette espèce s'est développée à l'Ymen, et elle s'étend aujourd'hui sur les versants des montagnes qui bordent la vaste plaine de 220 kilomètres d'étendue le long de la mer Rouge, où se trouvent les villes de Beih-el-Fakih et Moka.

La production annuelle de l'Yémen est estimée à 5 millions de kilogrammes. L'Egypte, la Syrie et Constantinople en consomment la plus grande partie. Le vrai moka n'arrive en Europe qu'en très petite quantité.

MCD 2018

et de l'Amérique du Nord reçoit 200 sacs de 60 kilogs, afin d'organiser ces expositions dans son district consulaire.

C'est le consul du Brésil à Londres, M. Cardoso de Salles, qui a eu l'honneur d'inaugurer le premier, et en partie à ses frais, ces expositions partielles.

Dès le mois d'avril 1882, il exposa au Palais-de-Cristal de Sydenham les produits de son pays.

L'inauguration a eu lieu avec un grand éclat, en présence de M. le baron de Penedo, ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur du Brésil, du personnel de la légation impériale et du consulat, et d'un grand nombre de notabilités, parmi lesquelles nous citerons MM. Frederick Youle, Joaquim Nabuco, Alcanforado, S. E. de Souza-Aranha, F. Werneck de Castro.

Le jour de l'ouverture, M. J.-L.-C. de Salles réunit à sa table, au Palais-de-Cristal, tous ses invités, et, au dessert, on échangea des toasts enthousiastes. Après le dîner, les hôtes du consul général prirent le café brésilien dans des tasses de Sèvres.

L'exposition occupait l'avenue centrale du Palais, de sorte que les nombreux visiteurs qui se rendent tous les jours à Sydenham pouvaient embrasser du premier coup d'œil cette riche et intéressante exhibition. Le soir, des flots de lumière électrique permettaient d'apprécier, comme le jour, la variété des cafés brésiliens.

On ne peut que louer le patriotisme clairvoyant de M. Salles, qui a installé si promptement cette exposition, mettant à profit tous les attraits qui peuvent attirer le regard du visiteur.

Les Anglais ont pu apprécier ainsi ce qu'est et ce que vaut le café brésilien.

Presque à la même époque, M. le chevalier J. Paranhos da Silva, consul général à Liverpool, informait son gouvernement, dans un rapport très étendu et très étudié, de l'état de la consommation du café dans la Grande-Bretagne.

En juin 1882, M. Salvador de Mendonça, consul du Brésil à New-York, installait une exposition de cafés dans la capitale des États-Unis, qui consomment une grande partie des provenances brésiliennes.

C'est à New-York, en effet, que se concentre maintenant la concurrence tout entière du café du Brésil, de l'Amérique centrale, du Vénézuéla, du Mexique, où une Compagnie américaine nouvellement formée, sous la direction de capitalistes et de négociants, commence déjà à exploiter d'énormes terrains plantés de caféiers, dans l'État de Colima. Il y a quelques années, c'était Baltimore qui avait presque le monopole des cafés du Brésil, lesquels sont encore ceux qui forment, jusqu'à présent, la plus grande partie de la consommation des Etats-Unis. Mais, depuis plusieurs années, l'importation de ces cafés s'est reportée et concentrée à New-York, comme cela s'est fait peu à peu pour tous les genres d'importations, lesquels sont répartis ensuite, des entrepôts de la métropole, sur tous les Etats-Unis, le Canada et même en Europe.

Dès le mois de mars 1882, M. S. de Mendonça fournissait aux principaux importateurs de café brésilien à New-York, les renseignements les plus précis sur la situation actuelle et future du principal produit agricole de son pays. Il arrêtait, de concert avec ces négociants, la création d'une Bourse de cafés.

La Bourse a été constituée par 112 importateurs et négociants, qui ont choisi M. B.-C. Arnold pour président et M. John S. Wright pour vice-président. Le consul général du Brésil était naturellement un des premiers invités à la cérémonie d'inauguration, qui se passa très-brillamment, dans les bureaux de la nouvelle Bourse, situés au centre du quartier des affaires. On décida de ne s'occuper, dans le principe, que des cafés dits « Rio », et on ouvrit les opérations en affichant deux bulletins reçus par câble, de Rio de Janeiro, et indiquant l'état du marché dans la capitale brésilienne.

Au Canada, M. W. Darley Bentley; à Trieste, M. le baron de Morpurgo; à Berlin, la Société Centrale de Géographie Commerciale ont organisé aussi des expositions de café brésilien très réussies.

A Buenos-Ayres, pendant l'Exposition Continentale, le café brésilien a obtenu un plein succès et a mérité les plus hautes dis inctions.

Paris, enfin, la capitale *du goût*, vient d'être appelé à apprécier les cafés du Brésil.

C'est M. Juvencio-Maciel da Rocha, attaché de légation et consul général du Brésil en France, qui a été chargé de procéder à l'exposition de 200 sacs d'échantillons que lui a expédiés le *Centro da Lavoura*.

Ces deux cents sacs renferment des cafés de diverses qualités, classés comme il suit dans le rapport publié dernièrement par le *Centro da Lavoura* : café supérieur de première qualité, 1 sac; supérieur de seconde qualité, 3 sacs; 1re bonne qualité, 11 sacs; 1re bonne, un peu inférieure à la précédente, 9 sacs; 1re bonne, inférieure à la précédente, 11 sacs; 1re régulière nº 1, 30 sacs; 1re régulière nº 2, 23 sacs 1re régulière nº 3, 27 sacs; 1re ordinaire nº 1, 34 sacs; 1re ordinaire nº 2, 19 sacs; première ordinaire nº 3, 12 sacs; 2e bonne qualité nº 1, 5 sacs; 2e bonne qualité nº 2, 1 sac; 2e bonne nº 3, 2 sacs; 2e ordinaire, 1 sac; café supérieur décortiqué, 3 sacs; dº régulier, 3 sacs; dº bon, 5 sacs.

Par les soins des honorables négociants de Paris et de Rio-de-Janeiro, MM. A Leuba et Cie, ces 200 sacs de café ont été transportés gratuitement du Brésil au Havre par le steamer *Ville de Bahia*, de la compagnie des Chargeurs Réunis. Sur la demande de M. le chevalier A. d'Araujo, chargé d'affaires du Brésil près le gouvernement de la République Française, le gouvernement français a permis que le café destiné à l'Exposition entrât en franchise, sauf à acquitter les droits s'il était consommé en France. De même, le gouvernement français a mis gracieusement à la disposition du Consulat, sur la prière de M. le chevalier A. d'Araujo, les salons du premier étage du Palais de l'Industrie, pendant la durée du concours agricole du mois de janvier 1883.

Nous espérons que cette première Exposition de café brésilien, à Paris, contribuera plus que toute autre à l'appréciation et à la diffusion de cet excellent produit.

Nous serions heureux de voir les importateurs français se porter de préférence sur le café brésilien, qui par sa qualité, et la modicité relative de ses prix, peut mieux que ses concurrents satisfaire à la consommation des gourmets les plus exigeants.

Si, en outre, cette Exposition modeste avait pour résultat de créer dans Paris quelques établissements de dégustation, et de décider nos législateurs à alléger les droits qui pèsent sur cette denrée, nous aurions la conscience d'avoir accompli une œuvre véritablement utile aux deux pays latins, qui ne doivent pas seulement vivre d'amitié, mais de bon café!...

F. J. DE SANTA-ANNA-NERY

Cronica historica

DOCUMENTOS INÉDITOS. (CONTINUACION)

—

Con fecha 9 de Junio de 1816 communicaba el Diputado al Director Balcarce, sus ideas respecto á la politica del Portugal en la Banda Oriental.

He aquí el importante documento que las contiene:

« Considero como un grande error, imaginar proyecto alguno de sólida prosperidad, si sus bases no se establecen sobre las ruinas de la anarquía que actualmente está devorando nuestros pueblos [1].

« Estoi igualmente persuadido, y aún la experieucia parece haberlo demostrado que necesitamos no solamente de la fuerza física y moral de un poder extraño, para terminar nuestra lucha, sino tambien, para formarnos un centro comun de autoridad, capaz de organizar el caos en que están convertidas nuestras Provincias [2].

« Ultimamente, en la escala de nuestras necesidades más urgentes, cuento primero la de no recaer en el sistema colo-

1. Esta logró, cuatro años despues, disolver la Autoridad Nacional. Su influencia funestísima está escrita con sangre en toda nuestra historia.

2. La Independencia Argentina fué consumada sin apoyo extraño, y prevaleció la forma republicana. ¿Fué esto debido á la declaracion del Congreso del Tucuman, ó á las victorias de Chacabuco y Maipú? El autor del artículo de que nos ocupamos, afirma que el Congreso de Tucuman, proclamando la Independencia, desbarató las intrigas y traiciones con que ocultamente se habia negociado con el Brasil. No hubieron tales negociaciones, ni nada oculto, para ese Congreso, el cual autorizó al señor don Valentin Gomez, en 1819, para ofrecer una corona al Príncipe de Luca. Además, ¿puede negarse que, desembarazado de Artigas, pudo el Director Pueyrredon prestar la atencion y auxilios debidos al jefe del ejército de los Andes? Supóngase un rompimiento con los Portugueses en esos momentos, y dígase si convenia, ó no, aceptar lo que se ofrecia por la Corte del Brasil, ùnica de quien algo pudimos esperar. Las opiniones de la prensa oposicionista de la época, no son fuentes puras para deducciones históricas.

MCD 2018

nial, envolviéndonos en los horrores con que nos amenaza la venganza de una nacion ofendida, y que está ella misma impregnada de todos los elementos de una horrenda revolucion, capaz de aniquilar los restos de nuestra patria, ó de traerla al dominio arbitrario del primero que lo intentase.

« De todo esto duduzco, que ninguna cosa puede ser tan peligrosa y aventurada en nuestro estado presente, como la obstination por alcanzar de una vez todos los bienes y libertades á que podemos aspirar, hablando independientemente de circunstancias, y sin contar con los medios que actualmente poseemos. »

Contrayéndose á Artigas, decía : « El poder que se ha levantado en la Banda Oriental del Paraná fué mirado desde los primeros momentos de su aparicion, como un tremendo contagio, que, introduciéndose en el corazon de todos los pueblos, acabaria con su libertad y sus riquezas.

« Muchos se han engañado, ó porque contaban solamente con sus buenos deseos, ó porque sólo se curaban de escapar de aquellos males que en el momento los apremiaban más, ó porque no querian oir otra voz que la de sus pasiones.

« Empero, ya ha puesto la experiencia su fallo, y la opinion de los hombres sensatos no puede estar dividida sobre este punto. Así no recelo ya asegurar que la extincion de este poder ominoso, es á todas luces, no sólo provechosa, sino necesaria á la salvacion del país.

« La desmoralizacion de nuestro ejército, ha privado al Gobierno de la fueza necesaria para sofocar aquel poder, y la pasmosa variedad de opiniones, de pasiones y de intereses, provará tambien al Soberano Congreso, de la gran fuerza moral que necesita, para sojuzgar á su autoridad los hombres feroces y salvajes, y lo que aùn es más, acostumbrados á mandar como déspotas, y á ser acatados de los primeros magistrados de los pueblos [1].

« En tal situacion, es forzoso renunciar á la esperanza de cegar por nosotros mismos esta fuente primera de la disolucion general que nos amenaza [2].

« Pero como sus efectos son igualmente terribles á todos los Gobiernos que están á su contacto, de aquí proviene que, alarmado el Ministerio del Brasil, de los progresos que sobre el Gobierno de las Provincias Unidas, va haciendo el caudillo de los anarquistas, no ha podido ménos que representarlo á S. M. F. para que sin demora pusiese pronto remedio á un mal, que creciendo con tanta fuerza, podria en poco tiempo, cundir por estos sus dominios, haciendo mayores estragos.

« En consecuencia, ha resuelto S. M. F. empeñar todo su poder para extinguir para siempre, hasta la memoria de tan funesta calamidad, haciendo en ello un bien que debe á sus vasallos, y un beneficio que cree ha de ser agradecido por sus vecinos.

« Es verdad que en todos tiempos se ha temido la ingerencia de una potencia extranjera en disturbios domésticos. Pero esta regla, demasiado cierta en general, me parece que tiene una excepcion en nuestro caso, y esto, por dos razones : la primera, es : que hemos llegado á tal extremidad, que es preciso optar entre la anarquía y la subyugacion militar por los Españoles, ó el interés de un extranjero que puede aprovechar de nuestra debilidad para engrandecer su poder,

« Lá segunda razon, es : que por una combinacion de circunstancias harto feliz para los americanos del Sur, los intereses de la casa de Braganza han venido á ser homogéneos con los del Continente, de la misma manera que los de los Estados Unidos y los de cualquiera otro Poder Soberano, que se estableciese de esta parte del Atlántico.

« El establecimiento del trono del Brasil es reciente, y despues de dado el gran paso de declarar abolido el sistema colonial, poniéndose esta Nacion del lado de nosotros, en la cuestion que nos divide de la Europa, necesita nuevas fuerzas para seguir cortando los lazos que todavía detienen los pasos de su política, y embarazan la marcha natural de esta parte del mundo á sus altos destinos.

« Quizá de nuestra cordura, pende en gran parte, la llegada de esta época verdaderamente grande por sus consecuencias, y yo pienso que toda nuestra política debe dirigirse á obrar en el mismo sentido que esta nueva Nacion ; á enlazar íntimamente nuestros intereses, y à identificarlos, si fuese posible, con ella.

« De otro modo, podrian desvanecerse tan halagüeñas esperanzas, y la recaida de la América en su antigua nulidad, vendria á ser la obra de nuestra corrupcion. Así pues, si miramos la cuestion por este lado, los intereses de esta Nacion no aparecen extranjeros á los de la nuestra, y vienen á hacerse inaplicables á nuestro caso los principios generales sobre ingerencia de poder extranjero en disturbios domésticos. Algunos hechos particulares pueden dar mayor fuerza á todas estas razones.

« V. E. observará, que al mismo tiempo que S. M. se prepara á pacificar la Banda Oriental, redobla sus cuidados por conservar el comercio, y las relaciones amistosas con el Gobierno de lasProvincias Unidas. Que los buques cargados con las propiedades de sus vasallos, salen para esos puertos por entre la escuadra destinada á las costas de Maldonado, y que sus tribunales están ahora mismo protegiendo la propiedad de los sùbditos de V. E.

« Mas, por probables que sean mis conjeturas, yo espero que no es prudente que V. E. ni el Soberano Congreso, aventuren sus decisiones sobre la fé de mi palabra, pues que yo puedo engañar y ser engañado. Por eso quisiera que V E., de acuerdo con el Congreso, nombrara una persona que, informándose á boca de las cosas, pudiese tratar y transmitir luego, el plan que debiera últimamente adoptarse ; el tiempo, lugar y modo, cómo esto haya de hacerse, será de mi cargo, avisando oportunamente. »

—

La comunication oficial del mismo Diputado, dirijda al Gobierno, Directorial con fecha 24 de Junio del mismo año 16, contiene datos de la mayor importancia para apreciar imparcialmente la conducta del mismo.

Dice así :

« El dia 12 de este mes, salió de aquí la escuadrilla portuguesa, compuesta de un navìo de guerra, una fragata, dos corbetas y cuatro bergantines, con seis grandes trasportes, que conducen cuatro mil hombres de desembarco, y una abundante provision de pertrechos de guerra y artilleria de sitio y de campaña. Esta expédicion debe tocar en Santa Catalina, para recibir allí una brigada de artilleria y algunas tropas más.

« Su destino es á las costas de Maldonado y Montevideo.

« La mayor parte de la caballeria europea y los mejores cuerpos de milicia de esta arma, deben obrar por las fronteras de la Banda Oriental, en combinacion con las tropas de desembarco, y todas á las órdenes del Teniente General D. Cárlos Federico Lecor.

« El objeto de esta expédicion lo he indicado á V. E., así como tambien el que nada habia que recelar respecto á las Provincias occidentales, sujetas al Gobierno de Buenos Aires, lo cual tengo la satisfaccion de repetir nuevamente.

« Pero, como esta situacion no pude ser permanente, y es además absolutamente necesario, que V. E. adopte un partido decidido, si no quiere ver perecer al país bajo el peso de sus propias desgracias y de las armas que le rodean, creo que debo indicar á V. E. cuál ha sido el rumbo que he seguido en mi conducta política, las consecuencias inmediatas de ella, y las ideas que he podido adquirir, á fin de que los consejos de V. E., evitando toda desviacion peligrosa, en el caso de que el estado del país obligue á seguir el mismo camino que yo he preferido hasta ahora.

« Los resultados obtenidos por el Diputado hasta la fecha de la antecedente comunication, fueron los siguientes : 1.° Suavizar las impresiones que un sistema exajerado de libertad, publicado en lenguaje revolucionaria, habia hecho sobre un soberano antiguo, y apoyado nuevamente por la opinion del mundo civilizado. 2° Conservar la buena armonía y las relaciones mercantiles, que siendo el fruto de transaccionnes celebradas en circunstancias sus tancialmente diversas, podian alterarse con ellas. 3.° Desviar del Gobierno de Buenos Aires el golpe que estaban preparando los procedimientos anárquicos del jefe de los Orientales [1]. 4.° Contribuir á fin de que las operaciones militares inevitables sobre la Banda Oriental, se modificasen de manera que fuesen útiles á las demás Provincias, por la aniquilacion del poder anárquico de Artigas, y por la preparacion de un órden de cosas, mejor que el que puede jamás producir aquél, ni esperarse de una subyugacion puramente militar. 5.° Dar así á esos pueblos la ventaja de aprovechar la variedad de intereses, para hacer con alguna más digni-

1. Sobre el carácter de Artigas y de sus hordas, consúltere la obra de Andrews Journey, *From Buenos-Aires to Potosí*, London, 1827.
La de los hermanos Robertson.
Los informes de Rodney, Comisionado de los Estados Unidos.
La del secretario de la Comision, Breckenrige, y otras mencionadas por Gervinus, *Histoire du XIX siècle*.
2. Estalló cuatro años despues de escritas estas líneas.

1. Alude á una negociacion de Otorguez con los Españoles, partidarios de doña Carlota, en Rio Janeiro.

MCD 2018

dad, seguridad y ventaja, la transicion final, á la cual serian forzados sin condicio alguna (abandonados como están de todos) en el caso de haberse reunido perfectamente aquelles potencias que tienen un interes más inmédiato en la cesacion de sus actuales oscilaciones. 6.° Hacer que las consecuencias inevitables de todo movimiento de tropas aún de las que son nacionales, fuesen ménos sensibles, y gazados más prontamente los frutos de una autoridad fuerte y bénefica.

« Puede asegurar á V. E. que no ha estado en mi mano hacer mâs.

« De aquí adelante, toca á esos pueblos aprovechar de lo poco ó mucho que mi celo por su bienestar haya podido proporcionarles. Es á mi vez llegado el tiempo de dar un paso decidido y fuerte, y esta resolucion *es suya exclusivamente. Jamás el uso de sus derechos debe ser mas libre, ni mas grandes las consecuencias de la prudencia o imprudencia con que se proceda.* »

—

El Directorio, de acuerdo con la Comision de Relaciones Exteriores del Congreso, declaraba su conformidad á las ideas del Diputado, como se demuestra por la correspondencia oficial y privada que hemos transmitido. No existía en aquel tiempo idea definida respecto á la forma definitiva de gobierno. La declaracion de la Indépendencia no era inconciliable con una organizacion monáquica. La mision del Sr. Gomez lo demuestra, ademas de mil otros actos y declaraciones que tenemos á la vista. En la misma comunicacion que acabamos de copiar, el Diputado sometía al Directorio diversas consideraciones politicas que debian, á juicio de aquél, ser estudiadas por el Congreso, para adoptar el plan definitivo de organizacion política que, apoyado en la opinion pública, fijaria los destinos de las Provincias Unidas. Ocupándose del apoyo probable del Portugal Americano, para la asecucion de semejante propósito, decía : « La traslacion al Brasil de la Corte Portuguesa, ha alterado sustancialmente las máximas de su Gobierno. De una Potencia Europea, el Portugal se ha hecho una Potencia Americana, y su tendencia natural debe ser ya, aumentar el peso de este Contimente para balancear el de aquél. 2.° Los principios puramente democráticos, no son combinables con los de una monarquia absoluta, y el sistema que afectan las Provincias del Rio de la Plata, destruye ó marchita cuando ménos, los frutos que deben esperarse de la analogía de nuestros intereses generales con los de la nacion Portuguesa. Por otra parte, para que las Provincias Hispano-americanas del Sud, tengan recpetabilidad y fuerza, necesitam absolutamente de un centro de accion, hácia el cual pesen todas las partes de su escasa poblacion, pues si ésta se dispersa y obra en direcciones diversas, su gravedad vendria à ser igual á cero en la balanza política.

La democracia pura en las Provincias del Rio de la Plata produce ahora la anarquía, y amenaza la union que constituye el poder y la fuerza del Reino del Brasil, y cuando ésta se preserve, traerá precisamente la aniquilacion de la riqueza y de la poblacion de aquellas Provincias, lo cual es una verdadera pérdida para toda esta parte del mundo, puesto que su representacion y poder, disminuyen en la misma proporcion que la masa de su poblacion y riqueza. De manera que, en semejante extremidad, vendria á ser más conveniente aún, el restablecimiento del mismo sistema colonial en aquellas Provincias, (1) pues aunque él esté calculado para demorar su engrandecimiento, conserva siquiera los elementos de poder que tiene en sí mismo el país, y es incapaz de destruir la fuerza de la naturaleza, que está obrando sin cesar contra el sistema de colonizacion de reyes mercaderes. 4°. Aunque el acrecentamiento del poder y de la riqueza de esta parte de América forme la base de la política de Portugal, como Potencia Americana, ella conserva aún muchas relaciones con las demás Potencias Europeas, que le impiden caminar al primer objeto de sus deseos, para no exponerse á retrogradar por una violencia excesiva. Como Estado viejo europeo, puede tambien tener en vigor muchas convenciones fundadas sobre circunstancias particulares, sobre afecciones ó intereses del momento, y algunas quizá sobre una simple conveniencia, ó un error : así como los Estados-Unidos de América, sin embargo de ser tan nuevos, las han tenido bastantes para influir, como vemos en la conducta indolente ó neutral de su Gabinete. Esto debe tenerse muy presente, porque, *las circunstancias harán que sea un soberano ya aliado, ya protector ya neutral solamente, ora mediador, ora garante de sus vecinos, ora, en fin, recibirlos é incorporarlos á su nacion ; ó bien, desechar esto mismo, si la imprudencia ó la desgracia de ellos, no les dejase camino decente de hacerlo, por más que le convenga el partido y lo desée con ardor.* 5°. Aunque se haya atinado y concertado èl mejor modo de obtener aquel favor y ayuda que se desea, para dar pasos decisivos, no ha de contarse sólo con la aprobacion y buena voluntad de algunos, tambien es necesario calcular hasta las preocupaciones y errores vulgares, para que no salgan fallidos los proyectos más bien concertados, ó bien para que los pueblos no sean realmente infelices con aquello mismo que los hombres ilustrados reputan supremo bien. *La unanimidad, pues, de opiniones y sentimientos, es la que asegura en circunstancias tan delicadas como las nuestras, el acierto de tan graves resoluciones, además de exijirlo la justicia.* »

—

Salida que fué la expedicion portuguesa, el Encargado de Negocios de España trató de iniciar una negociacion con el Diputado de las Provincias Unidas. Rivadavia salia de Madrid expulsado por una Real órden. Tal era la situacion de nuestras relaciones exteriores en 1816. Ante la inminente disolucion del país por la anarquía, se ofrecian dos caminos al Gobierno : Primero : las buenas disposiciones del Rei de Portugal; segundo : las propuestas del Encargado Español.

Historiar este periodo no ha sido el propósito de esta publicacion sino rechazar con documentos inéditos, los cargos tan lijeros como injustos dirigidos contra don Manuel José Garcia, hasta la caida de Balcarce.

Lóndres, Noviembre 24 de 1882.

MANUEL R. GARCÍA.

1. Don Bernardino Rivadavia se presentaba en Madrid, solicitando la restauracion del Gobierno de Fernando VII, en esta misma época. Publicaremos los documentos inéditos, que con relacion á su mision, hemos copiado en Madrid, — y que no fueron communicados al Gobierno Directorial, — sino con grandes réservas. Así se infiere de una carta de Rivadavia á Garcia, y de la que primero envió á D. Juan M. Pueyrredon y se publicó en la *Revista de Buenos-Aires*

Courrier d'Amérique.

—

République Argentine. — Le Président Rocca continue à développer son programme de « paix et gouvernement ». On travaille ; on organise, on améliore les services publics, avec une activité et une intelligence patriotiques dignes des plus grands éloges. C'est ainsi que cette République fait des progrès extraordinaires, rapides et qu'on en envisage l'avenir, chez les Argentins, avec une foi inébranlable, justifiée par les événements de chaque jour.

— Les travaux de construction des chemins de fer de la Province de Buenos-Aires, se poursuivent avec une activité extraordinaire.

Le Dr Dardo Rocha, gouverneur de cette province, un des infatigables champions des progrès de l'actualité argentine, lorsqu'il abandonnera les rênes du gouvernement, laissera l'État de Buenos-Aires en possession de chemins de fer et d'embranchements qui, dans tous les sens et d'une extrémité à l'autre du pays, mettront en rapports directs les principaux centres. Son œuvre patriotique a l'assentiment et l'applaudissement de ses concitoyens.

— Dans le mois de janvier on a commencé au môle des Catalinas, à Buenos-Aires, l'embarquement du lin provenant des premières récoltes de cette année.

Plusieurs navires sont déjà chargés de cette marchandise.

L'exportation sera, dit-on, très forte cette année, et c'est avec plaisir que nous enregistrons le développement d'une culture qui, après avoir contribué dans des proportions énormes à la prospérité des États-Unis, deviendra, nous l'espérons, une des principales sources de richesse de la République Argentine.

— Les immigrants arrivés à Buenos-Aires le 12 janvier par deux steamers de la Compagnie des chargeurs réunis ont été expédiés sur le vapeur « *Diana* », de la Compagnie La Platense, pour le Rosario au nombre de 600 à peu près.

Ces immigrants ont été engagés par le gouvernement national pour les travaux des chemins de fer nationaux.

L'agent, M. Christophersen, est allé lui-même à bord pour assister au transbordement. Des milliers qui arriveraient seraient immédiatement pris au service du gouvernement.

— Les travaux de la nouvelle capitale provinciale sont poussés avec vigueur ; des nouveaux ouvriers, contractés spécialement pour leur donner une nouvelle impulsion, viennent d'arriver.

Le ministre des finances a donné des ordres pour que les bagages de ces ouvriers soient déclarés libres d'entrée, afin

MCD 2018

d'éviter la perte de temps qui résulterait d'une visite de la douane.

— Des télégrammes arrivés à Buenos-Aires le 23 février, par voie du Chili, annoncèrent qu'il y avait eu un combat entre les troupes chiliennes et les Argentines, vers Lonquimay, ligne délimitative des deux pays dans le Sud patagonien. Cette nouvelle vient d'être confirmée. Les troupes chiliennes et argentines qui font la chasse à l'indien, devaient se mettre d'accord, comme il a été fait entre les États-Unis et le Mexique, pour pouvoir, dans le besoin, réciproquement traverser la frontière quand il s'agirait de poursuivre les indiens maraudeurs. On éviterait ainsi des désagréments comme celui dont nous donnons la nouvelle, mais qui n'aura, certainement pas, des suites fâcheuses pour la paix. Les chefs qui seront reconnus avoir provoqué le conflit seront sévèrement châtiés.

— Au mois de mai prochain, le colonel Solà fera une excursion jusqu'au Chaco-Argentin afin d'y chercher les vestiges du malheureux docteur Crevaux et de ses compagnons. L'expédition sera accompagnée par une escorte de cent hommes et par un membre de la Société de géographie argentine. On pense qu'elle durera six mois.

Bolivie. — Un télégramme arrivé à Paris le 21 mars annonce qu'un corps de l'armée chilienne s'approchait de La Paz, capitale de la République.

— Les troupes boliviennes, qui étaient parties pour rejoindre Montero, ont dû rebrousser chemin, devant le refus fait par les autorités péruviennes de pourvoir à leur subsistance.

Brésil. — Une société, exclusivement composée de grands propriétaires de la province de S. Paulo, s'est formée dans le but de faire venir au Brésil des colons asiatiques.

Cette société vient de signer un contrat avec la *China Merchant's Steam Navigation Company*, qui s'engage à amener 21.000 colons chinois dans l'espace de trois ans. Les salaires de ces colons ne dépassera pas 12 dollars par mois.

C'est un des premiers résultats pratiques de la mission diplomatique en Chine de l'intelligent ministre brésilien M. Eduardo Callado, qui se trouve actuellement à Paris.

M. Callado vient de recevoir S. M. de l'Empereur du Brésil, le titre de Conseiller.

D'après quelques journaux, ce diplomate est désigné pour exercer les fonctions de Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement Argentin. Cette nomination n'a pas encore eu lieu, mais si elle se réalise, le Gouvernement Impérial donnerait une nouvelle preuve de son désir de faire disparaître toute crainte d'un conflit avec la République Argentine; M. Callado est un de ces diplomates qui tout en sachant faire triompher les intérêts de son pays, trouve le moyen, par son savoir faire, de les concilier avec les intérêts de la nation près laquelle il se trouve en fonctions.

— Nous recevons la dépêche télégraphique suivante :

Rio-de-Janeiro 22 mars.

Le percement du tunnel de Mantiquera sous lequel doit passer le chemin de fer de Minas à Rio-de-Janeiro, et qui mesure 1,500 mètres de longueur, a été terminé aujourd'hui.

L'empereur, accompagné d'un grand nombre de personnages, assistait à l'inauguration du tunnel.

Il a vivement félicité M. Hunt, l'ingénieur qui a conduit les travaux.

— Nous lisons dans le « *Messager du Brésil* » : Le téléphone, dont l'usage s'est vulgarisé si rapidement à Rio de Janeiro, commence à être appliqué aux communications à grandes distances. On vient d'inaugurer, à la station do *Commercio* du chemin de fer D. Pedro II, une nouvelle ligne téléphonique qui, partant de ce point, parcourt une extension de plus de trente kilomètres et relie entre eux neuf des plus importants *fazendeiros* membres de la famille de Mme la vicomtesse d'Ipiabas.

— Le ministère de l'Empire a approuvé, et fait publier dans le *Diario Official*, le règlement interne des travaux du prochain congrès d'Instruction.

Quoique le nombre des personnes qui ont répondu à l'ivitation du gouvernement, pour prendre part aux travaux du congrès, soit encore assez restreint, on espère que les adhésions ne feront pas défaut.

A la tête de cette croisade en faveur d'une aussi importante amélioration, se trouve M. le comte d'Eu, qui a développé la plus grande activité pour rendre ce congrès utile à la grande cause de l'Instruction Publique au Brésil.

— Il vient de se fonder, à Rio, sous les auspices de la *Société de Géographie*, une section Américaniste qui porte le nom de *Centro Sul Américano*. La première séance préparatoire à laquelle assistaient 70 membres fondateurs a eu lieu dimanche dans l'après-midi.

Cette Société a pour but de centraliser tous les travaux américanistes des Etats de l'Amérique du Sud et de préparer une Exposition internationale d'antiquités pré-colombiennes.

Cette Société comprendra les sections suivantes.

1° Langues indo-américaines.
2° Etymologie des tribus indiennes.
3° Archéologie pré-colombienne.
4° Mythologie comparée.
5° Géographie historique de l'Amérique.
6° Anthropologie américaine.
7° Exploration dans le continent africain.

La Société aura un nombre fixe de membres, qui seront tenus de présenter des ouvrages sur les matières spéciales étudiées par l'association.

Les membres correspondants, dans le même cas, seront assujettis à l'élection et ne pourront excéder le nombre de quarante. Il y aura seulement vingt membres honoraires qui seront choisis parmi les sommités scientifiques d'Europe.

La Société publiera mensuellement une revue qui rendra compte du mouvement américaniste.

— A l'occasion du 26e anniversaire, la Société Propagatrice des Beaux-Arts a réuni en un beau volume, artistiquement imprimé par la maison Lombaert et Cie, tous les articles que la presse de Rio et les principaux écrivains ont consacrés à l'œuvre patriotique dont M. Bethencourt da Silva est l'initiateur.

Nous trouvons dans ce volume de magnifiques portraits lithographiés des fondateurs et protecteurs de cette institution, qui a rendu de si grands services à l'instruction publique. Ce sont MM. Roberto Gunning, commandeur Tobias L. Figueira de Mello, baron de Vista Allegre, conseiller Rodolpho de Souza Dantas, conseiller Affonso Celso de Assis Figueiredo.

Ce volume était accompagné d'une brochure relatant le nom de tous les professeurs en exercice du Lycée des Arts et Métiers.

— Nous empruntons à la « *Revue Commerciale Financière et Maritime* les renseignements suivants sur les travaux qui se font actuellement à la barre du Rio Grande do Sul.

M. l'Ingénieur Honorio Bicalho, chargé par le gouvernement d'étudier les conditions de la barre de Rio Grande du Sud et d'indiquer les améliorations qu'il serait possible d'y apporter, croit qu'il serait pratiquement facile d'ouvrir et de maintenir un passage navigable.

La commission chargée des études adoptant cette opinion, est d'avis que des travaux doivent être immédiatement inaugurés pour satisfaire aux nécessités du commerce et de la navigation et que jusqu'au moment ou des observations prolongées aient permis d'élaborer un projet définitif sur les moyens à prendre, la propostion de M. l'Ingénieur Honorio Bicalho soit prise en considération.

En attendant donc, l'arrivée du matériel nécessaire aux excavations projetées pour le passage, la commission prend les dispositions nécessaires pour déterminer le point le plus convenable pour l'ouverture du canal.

M. le Ministre de l'Agriculture, a fait par télégramme la commande du matériel nécessaire et, en conformité de l'avis de l'Ingénieur en chef de la commission, l'acquisition de deux dragues puissantes a été résolue.

Une d'elles vient d'Amérique et sort des ateliers de M. Morris et Cumings. La force de cette machine permet l'extraction de 3,000 mètres de sable par heure.

La seconde est construite dans les ateliers de la Compagnie de Fives-Lille, d'après le système de Lavalley et conforme au modèle de celles qui ont été employées à l'excavation du port de Dunkerque.

La machine de M. Morris et Cumings est semblable à celles qui ont servi à l'embouchure du Mississipi.

Le gouvernement, achètera ou fera construire au Brésil, deux chalands dont la capacité permettra le transport des matières draguées par les deux immenses appareils.

Le travail se continuera sans interruption; l'éclairage électrique sera employé durant la nuit.

Le service d'excavation du port de Rio Grande est fait depuis deux années par la drague dite : *Estrella do Sul*. C'est le plus grand appareil de ce genre, venu à ce jour dans l'Amérique du Sud; il a été construit dans les ateliers de la *Société John Cockerill de Seraing*, en Belgique et a coûté 244,500 francs.

Nous ne pouvons que féliciter M. le sénateur Henrique d'Avila des mesures prises si opportunément par lui en

MCD 2018

toutes occasions. Depuis son arrivée au Ministère, il a cherché constamment à prouver toute la sollicitude et tout l'intérêt qu'il veut témoigner et prendre à la section la plus importante des affaires publiques.

Tout dans les décisions de l'illuste Rio-Grandense, laisse deviner l'intention qu'il a de rendre de réels services à son pays, et son passage au pouvoir sera marqué par des améliorations qu'avait ébauchées M. le Conseiller Buarque de Macedo, trop tôt enlevé à la patrie qui le pleurera longtemps.

Il suffit de quelques hommes de la trempe de M. le Sénateur Henrique d'Avila, pour que le Brésil, prenne bientôt la place qui lui est légitimement due au milieu des nations les plus avancées du globe.

Colombie. — Par un télégramme, parvenu à Londres le 14 mars, on a des nouvelles de l'ouverture du congrès Colombien à Bogotá, le 1er de ce même mois. M. Ruiz Negro a été élu vice Président du Sénat.

Nous empruntons au *Moniteur des Consulats* les lignes suivantes :

— Les dernières correspondances de Panama disent que le nouveau ministère de Bogota est exceptionnellement fort. Tous les partis y sont représentés. La formation de ce cabinet a été suivie par une tendance à la modération dans les polémiques de journaux, et il y a tout lieu de croire que la paix est assurée. Le général Thornas Renjifo, candidat radical à la présidence de Cauca, est décédé dans la ville de Cali. Sa mort est un rude coup porté au parti radical d'Antioguia.

— Des navires arrivent constamment à Aspinwall avec du matériel pour la Compagnie du canal, mais ce matériel ne peut être expédié rapidement, par suite de l'insuffisance des débarcadères. Une mine de charbon a été découverte à l'embouchure du Rio Indio, à vingt milles de Colon. Une échauffourée a éclaté a Aspinwall. Le *Nile*, qui est arrivé le le 28 janvier, a amené 400 ouvriers pour le canal, lesquels ont essayé d'agir à leur guise pendant quelque temps. La police a été appelée, un coup de feu a été tiré, et un homme blessé à la jambe.

— M. Sampers a été nommé ministre plénipotentiaire près le gouvernement Argentin. M. Sampers est un écrivain distingué, plutôt un homme de lettres qu'un homme politique, extrêmement honorable.

Mexique. — Nous lisons les lignes suivantes dans le « *Trait d'Union* » de Mexico.

« Nous remercions du plus profond du cœur M. E. Velasco, ministre du Mexique, en France, des sentiments qu'il a manifestés tant au nom de son pays qu'en son nom personnel, lors de la mort de notre illustre compatriote. Nos lecteurs nous saurons gré de reproduire la lettre suivante que M. Velasco a adressée, à ce sujet, à M. Etienne, député :

Paris, 5 janvier.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer qu'un des secrétaires de cette légation a la mission de placer une couronne sur le cercueil de M. Gambetta.

La perte douloureuse que la France vient d'éprouver sera vivement ressentie par tous ceux qui devaient. affection et estime à M. Gambetta. Le Mexique se compte parmi ceux-là.

Je crois être le fidèle interprète des sentiments de mon pays en vous assurant que ce grand malheur produira au Mexique l'impression la plus pénible. Je vous prie donc de considérer cette manifestation, non pas seulement, comme le témoignage de mes sentiments personnels, mais bien comme l'expression de la sympathie de tout un peuple qui a toujours vu dans M. Léon Gambetta une personnalité qui unissait aux aspirations les plus nobles d'un pur patriotisme le sentiment le plus élevé de la justice et du droit envers tous les peuples.

Veuillez agréer, etc.

E. Velasco.

Pour notre part nous sommes heureux de constater que M. Velasco a su rétablir les rapports entre la France et le Mexique sur la base non seulement de l'étiquette rigoureusement officielle, mais qu'il a contribué à faire renaître des sympathies mutuellement agréables et utiles pour les deux pays.

— Le 27 septembre prochain sera le centième anniversaire de la naissance de Iturbide, l'auteur ou du moins le proclamateur de l'indépendance du Mexique, et qui ceignit pendant quelque temps la couronne impériale. Plusieurs journaux et différentes sociétés se préparent à célébrer avec éclat cet anniversaire. On doit présenter au Congrès Fédéral une initiative demandant que le 27 septembre prochain soit déclaré fête nationale.

A Orizaba, on se dispose à célébrer avec enthousiasme la mémoire du libérateur. Enfin un journal de San Luis offre une plume d'or à l'auteur de la meilleure pièce de vers composée en l'honneur de Iturbide.

— Contrairement à la nouvelle qui nous était parvenue sur l'approbation par le Sénat des États-Unis du traité de commerce avec le Mexique, nous savons maintenant que, malgré les efforts du général Grant, la discussion a été ajournée au mois de décembre.

— La ville de Mexico dépense environ 88,000 par mois pour soutenir les 82 établissements d'instruction primaire qui existent dans la capitale. Ces écoles reçoivent annuellement quelques cinq mille élèves des deux sexes.

Paraguay. — Voici les conditions faites par l'État aux émigrants désirant s'établir dans la République :

« Chaque famille composée de trois adultes ou de cinq personnes enfants compris, et qui justifie de sa bonne conduite et de ses connaissances en agriculture, recevra gratuitement du Gouvernement :

1° Le montant du passage, depuis le port d'embarquement jusqu'à celui de l'arrivée, et l'entrée en franchise de tous les outils de labour, semences, meubles, armes, etc., etc.

2° La nourriture durant 6 mois, prorogeables pour 6 autres en cas de circonstances extraordinaire de force majeure, en s'établissant dans la colonie, habitation, outils de labour, semences et animaux pour le service.

3° Un lot de terrain de 12 hectares, dont ils obtiendront le titre définitif de propriété après cinq années consécutives de travail.

Toute personne adulte, qui désire s'établir dans une colonie, aura les mêmes avantages, recevant un lot de 6 hectares seulement.

Les colonies sont exemptes du paiement des impôts de contribution directe, durant les dix premières années de leur fondation.

Les émigrants agriculteurs qui désireraient s'établir sur le territoire de la République, en dehors des colonies, peuvent solliciter et obtenir du gouvernement la concession d'un lot de 6 hectares, et jouiront des avantages suivants :

Logés et nourris par la Nation durant les 5 premiers jours de leur arrivée; transportés aux frais du gouvernement, au point où ils désirent fixer leur domicile, et pouvant introduire, libres de droits, les mêmes objets que les émigrants.

Tout colon, durant les six années de son installation, aura droit à une prime de 50 francs pour chaque mille d'arbres fruitiers, qu'il justifiera avoir dans les terrains de sa propriété. »

— Nous lisons dans le *Polyglotte américain*, journal qui se publie à l'Asuncion, les lignes suivantes :

« Comme nous l'avons déjà dit dans un précédent article le Paraguay en ce moment plus qu'aucune autre république sud-américaine est complètement délivré des maux intérieurs qui l'accablaient. La stabilité du gouvernement est un fait acquis, il est solidaire et garantit la paix et la sécurité de tous les habitants sans imposition; la tranquillité qui régne dans ce pays depuis quelques années déjà ne peut être menacée; tous ont compris qu'il fallait travailler et tous sont à l'œuvre. Les avantages que le gouvernement fait aux émigrants, qui arrivent en grande quantité en ce moment, sont parfaitement en rapport avec les moyens dont il dispose pour cet effet, ainsi qu'avec les nécessités des nouveaux arrivés, c'est-à-dire on ne peut plus favorables.

Le Paraguay, situé entre deux grands fleuves entièrement navigables et accessibles à tous les navires à vapeur : le *Parana*, un des plus grands fleuves et le *Paraguay*, non moins important, qui reçoivent chacun de grands et nombreux affluents, tels que les rivières *Amambay, Acaray, Ivencima, Igatimi, Monday Pane, Ibay, Caritiba*, etc., etc., pour le *Parana*, et *Pilcomayo, Vermejo, Negro Verde, Confuso, Blanco, Apa, Salado, Jejury, Manduvira, Tebicuari*, etc., etc., pour le fleuve *Paraguay*; le Paraguay, disons-nous, se trouve dans les plus excellentes conditions sous ce rapport.

Si nous ajoutions encore aux noms des rivières que nous venons de citer au hasard, la grande quantité de cours d'eaux qui se dirigent dans toutes les directions, de lacs couvrant une immense surface, tels que l'*Ypoa*, l'*Yparacay*, le *Nembucu*, *Aguaracaty*, de ruisseaux d'une grande étendue et en

MCD 2018

grand nombre, nous pourrions donner une idée plus juste de tous les avantages que ce pays possède dans une étendue de 35,000 lieues carrées, desquelles la dixième partie seulement est habitée, cultivée ou employée à l'élevage des bestiaux, et nous prouverions qu'il n'y a pas une seule des républiques du Sud-Amérique plus largement partagée que le Paraguay. »

Pérou. — D'après des dépêches arrivées à Liverpool par une maison de commerce, la ville d'Iquique a été ravagée par un grand incendie.

— Par un télégramme arrivé à Buenos Aires le 24 février, on annonce que M. Mariano Castro était arrivée à Lima, comme représentant du gouvernement organisé à Cajamarca avec pouvoirs pour traiter la paix avec cession territoriale.

— M. le contre amiral Montero, vice-président de la République, a fait les suivantes nominations :

Ministre des affaires étrangères, Mariano M. Balcarce :
Justice, culte et Instruction publique, José Miguel Vélis ;
Finances et commerce, Juan F. Oviedo ;
Guerre et Marine, Belisario Suarez ;
Intérieur et police, Manuel Velarde.

Le général César Canavero a été désigné pour le commandement en chef de l'armée d'Arequipa.

— D'après un télégramme de Panama, du 27 mars, les préliminaires de paix auraient élé signés entre M. Calderon et le Gouvernement chilien.

Salvador. — Notre confrère du « *Moniteur des Consulats* » publie la lettre suivante que nous nous empressons de reproduire.

« Monsieur le rédacteur en chef,

« Comme preuve de déférence et des bonnes relations commerciales qui existent entre la France et le Salvador, le gouvernement de cette République, sur la demande du gouvernement français, a décrété qu'à l'avenir les consuls du Salvador sont autorisés à viser les factures, qui leur seront présentées, écrites en français ou en espagnol.

« Cette disposition intéressant le commerce français, je ne doute pas, monsieur, que voudrez bien la reproduire dans votre estimable journal.

« Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, avec mes remerciments anticipés, l'assurance de ma considération distinguée.

« Le consul général,
« E. Pector »

Uruguay. — Le Corps législatif inaugura, le 15 février, la période de ses travaux pour la présente année.

M. Vidal fut nommé président du Sénat. Ce citoyen n'accepta pas cette nomination. M. Mignel Gonzalez Rodriguez fut alors désigné pour présider le Sénat.

M. José Candido Bustamante fut nommé président de la Chambre des députés.

Dans son message, le Président Santos déclare qu'il poursuivra la tâche qu'il s'était imposée, de maintenir la paix à l'intérieur, les bons rapports avec les nations étrangères et de garantir à tous les habitants de la République la jouissance de tous les droits constitutionels.

Il annonce au corps législatif que plusieurs projets de loi lui seront soumis par le pouvoir exécutif concernant l'organisation du crédit public, la formation de capitaux pour venir en aide au commerce, à l'industrie et à la colonisation. Le président a déclaré, encore une fois, que l'armée et ses chefs sont les gardiens de la paix publique et des institutions.

Dix-huit cents hommes de la garnison, avec 33 pièces de canon Krupp, se trouvaient échelonnés dans la magnifique avenue du 18 de Julio.

Le président Santos a reçu le titre de général brigadier conféré par le corps législatif.

Venezuela. — D'après la *Revista Mercantil* deux décrets importants viennent d'être édités par le gouvernement. L'un d'eux, du 15 janvier, donne de nouvelles facilités pour le développement du commerce de transit de marchandises étrangères à destination du pays voisin, la Colombie. D'après ce décret, l'importation de marchandises destinées au transit pour ledit pays pourra se faire non seulement par la douane de Maracaïbo, mais aussi par toutes les autres douanes de la République autorisées pour le commerce avec l'extérieur. Ces importations seront soumises à certaines formalités très sommaires, indiquées dans le même décret, et les marchandises ainsi importées suivront à leur destination par cabotage, *vid* Maracaïbo.

Le second décret, celui du 25 janvier, rétablit de nouveau le transbordement aux Antilles des marchandises expédiées de l'Europe et des Etats-Unis pour le Vénézuéla, mais en se conformant aux lois de douanes en vigueur il permet même, mais en remplissant toutefois certaines formalités indispensables, le rembarquement de ces marchandises, pour suivre au Vénézuéla, lorsque par manque de navires on aura été forcé de les débarquer dans les mêmes Antilles.

Courrier d'Europe.

Les funérailles du prince Gortschakoff auront lieu à Saint-Pétersbourg. Il sera enterré sous la protection de Saint-Alexandre Newsky — bien que Moscou puisse revendiquer à juste titre l'honneur de posséder son tombeau.

Un des ancêtres du grand chancelier, Saint Michel de Tchernigoff repose avec les Ruriks dans l'église de l'Assomption à Moscou. Les reliques de ce saint national sont honorées par les souverains au sacre, selon l'usage qui règle les cérémonies du couronnement.

Un détail charmant et peu connu à propos du prince Gortschakoff : Il a porté toute sa vie une bague donnée par la reine Hortense après un acte de dévouement romanesque, accompli par lui.

C'était en 1819, la reine Hortense, menacée par le gouvernement de Toscane, dut quitter Florence précipitamment.

Elle partit en poste le soir, et le postillon qui conduisait sa berline de voyage, n'était autre que le prince Gortschakoff.

Il la mena à Bologne, où il la laissa en sûreté. C'est alors que la reine proscrite retira une de ses bagues pour l'offrir à son jeune sauveur.

Etrange destin que celui de cet anneau passant de la main délicate d'une princesse découronnée au doigt de celui qui pendant près de trente ans gouverna l'immense Empire moscovite.

Quand M. Thiers alla en Russie en 1870, le prince Gortschakoff se montra le plus chaud protecteur de la France vaincue. Sur le cœur blessé du vieil ambassadeur, il versa le beaume d'une protection efficace, il affermit sa volonté en lui répétant : Nous voulons une France forte.

Ces deux hommes, Thiers et le prince, avaient les mêmes goûts, les mêmes sympathies. Ils se comprirent toujours. Mais l'un possédait l'énergie des races nouvelles, l'autre les défaillances d'un arbre trop vieux.

Très national, quoique ayant reçu l'éducation française du dix-huitième siècle, le prince Gortchakoff restera une figure absolument russe et comme la Russie les aime.

Il devint ministre tout puissant après les revers de Crimée. Pendant vingt-cinq ans, sous l'impulsion de son génie, cette nation, un moment abaissée, tint le premier rang parmi les états les plus prospères. Il n'y eût pas de pays plus fier et mieux gouverné.

Le grand chancelier évita la guerre autant qu'il pût. S'il laissa un souverain allemand entrer en vainqueur dans le palais de Louis XIV, c'est que nul n'est maître tout à fait sous un régime aristocratique.

Il disputa et enleva sa proie une autre fois à M. de Bismark — qui s'en vengea plus tard, en infligeant aux troupes russses l'humiliation de ne pas entrer à Constantinople.

L'Empire russe, sous le ministère Gortschakoff, s'accrut de ving sept millions de sujets.

Charmant dans ses relations intimes et sociales, le prince eut pour amis toutes les célébrités. Chanté par Pouschkine, le grand poète de la Russie, dont il avait été le camarade de collège, le grand chancelier vivait comme un Mécène, entouré d'esprits d'élite : Tutcheff, Hahlen, Jomini, Brunnow, Wiazenski, enfin, Thiers, dont il fut toujours l'ami.

Il n'entre pas dans le cadre d'une revue la biographie d'une aussi importante figure. Elle tiendrait à peine dans un volume.

Nous avons voulu seulement esquisser, au point de vue mondain, ce profil de grand seigneur, homme d'Etat dont les heures de jeunesse, par le côté des sentiments, semblent des pages d'un roman de Stendahl — spirituelles, tendres et hardies — ainsi qu'il a peint les pensées de son héros Fabrice dans la Chartreuse de Parme.

Ce culte de la femme resta fervent dans le cœur du chancelier.

Malheureusement avec l'âge, le goût s'émousse et les odyssées poétiques tournent à l'anecdote réaliste.

MCD 2018

Le prince Gortschakoff laisse quelques élèves ; la monnaie de M. de Turenne ; les plus dignes d'attention sont MM. Ignatieff, Labouroff et Nédioff.

Deux fils ont trouvé, dans leur berceau, le titre d'Altesse. Ils ont déjà des enfants.

Le second, le prince Constantin, plus connu que son frère à Paris, ne s'occupe pas de politique. Il emploie son intelligence, fort distinguée, à des travaux de littérature et d'art. Amateur de premier ordre, il se connaît en bibelots français, mieux que la plupart des collectionneurs parisiens. Il a épousé une princesse Stourdza.

Revue Économique.

République Argentine. — Voici quelques renseignements sur l'exportation de Mendoza, une des 14 provinces argentines.

	1881	1882
Farine de blé ; quintaux	86.873	142.017
Vin ; bordelaises	2.711	4.510
Eau-de-vie ; bordelaises.	20	57
Semence de luzerne ; quintaux . . .	2.777	5.063
Laine ; balles	865	1.062

Brésil. — La richesse minérale du Brésil représente, après l'agriculture, une des branches les plus importantes de la prospérité future de ce pays.

On pourrait encore de nos jours répéter le mot de M. de Humboldt à son retour d'un voyage dans l'intérieur :

« Le Brésil est un nouveau monde à découvrir. »

A l'époque où ce pays était encore sous la domination du Portugal, ses habitants se livraient assez volontiers aux travaux d'exploitation de mines. Les navires portugais, les seuls qui eussent alors le droit d'entrer dans les ports du Brésil, repartaient pour la métropole chargés de lingots d'or et de pierres précieuses.

Il est presque certain que la ville de Rio se trouverait aujourd'hui dans l'impossibilité de payer en or l'indemnité de guerre qu'elle versa jadis à l'amiral français Duguay-Trouin.

Les travaux de l'agriculture ont en effet fourni jusqu'ici des résultats si rémunérateurs, que les populations des provinces n'ont jamais songé à se créer de nouvelles sources de bénéfices.

Le développement de l'instruction scientifique, de nouveaux besoins qui se sont créés, enfin la baisse extraordinaire qui a frappé le principal produit de l'agriculture brésilienne sur les marchés consommateurs d'Europe, ont démontré qu'il était urgent de se créér de nouvelles et importantes sources de revenus si l'on voulait traverser sans danger la terrible crise de la transformation du travail.

C'est depuis que cette vérité a été clairement démontrée que le Brésil a senti la nécessité de développer certaines branches de son industrie et de donner en même temps aux voies de communications une plus grande extension.

La création d'une Ecole des Mines à Ouro Preto, c'est-à-dire au centre de la province la plus riche en produits minéraux de toutes sortes, prouve que le gouvernement n'a pas voulu se laisser devancer dans cette voie du progrès par l'initiative particulière.

A côté des grandes exploitations qui n'ont enrichi, jusqu'à ce jour, que les Anglais, s'en établiront bientôt de nouvelles qui répandront autour d'elles la prospérité.

Les journaux de Bahia nous annonçaient dernièrement que l'on venait de découvrir de nouveaux gisements diamantifères dans la vallée du Jequitinhonha.

Les populations des environs s'étaient empressées d'accourir vers la région privilégiée.

Par suite de circonstances qui se présentent très rarement, on rencontre les diamants à une petite profondeur. Le sol d'alluvion qui les contient, est couvert de forêts vierges. De telle sorte que l'exploitation de ces gisements ne nécessite pas l'outillage compliqué et les manœuvres longues et périlleuses que requièrent les exploitations qui s'effectuent dans les lits des rivières.

Le gouvernement qui n'avait été informé de la présence de ces gisements que très tardivement, vient de faire valoir ses droits ; on sait en effet que d'après la législation brésilienne, personne ne peut exploiter des mines sans que préalablement l'Etat ne lui en ai fait la concession, on sait en outre, que l'Etat perçoit une quotité assez élevée sur les résultats de l'exploitation.

Par décret n. 8.864 du 3 courant, ont été déclarés diamantifères les terrains situés dans les forêts vierges occupant les vallées des fleuves Pardo et Jequitinhonha et sur la chaîne de montagne de l'Onça, dans les districts de Canavieras, Canavieras, Belmonte et Ilheos, province de Bahia.

Cette réserve de l'Etat demeurera sans effet, car sa vigilance ne saurait s'exercer sur des terrains éloignés des centres de population ; du reste, le diamant se rencontre à une très petite profondeur et il sera assurément impossible d'empêcher les populations de continuer leur fructueuse cueillette.

Nous nous demandons si le gouvernement brésilien n'aurait pas intérêt à élargir un peu sa législation sur les mines ; il y aurait peut-être, dans les facilités accordées, un moyen efficace d'appeler de forts courants d'immigration, comme cela est arrivé jadis en Californie.

(*Messager du Brésil.*)

Colombie. — D'après des renseignements publiés par le *Diario Oficial*, voici le nombre et la valeur des animaux utiles qui existent dans la nation.

Etats et territoires.	Nombre d'animaux.	Valeur.
Antioquia.	577.423	$ 6.619.239 90
Bolivar	136.041	2.573.260 80
Boyaca	162.793	2.234.795 65
Cauca.	1.521.278	7.646.381 30
Cundinamarca.	901.983	4.094.272 70
Magdelena	35.791	417.819 80
Panama.	146.382	1.356.734 20
Santander.	321.806	3.790.140 80
Tolima.	317.010	2.745.641 30
San Martin.	9.152	152.700 »
TOTAUX.	4.129.659	$ 31.630.986 45

Espèces d'animaux.	Nombre.	Valeur.
Race bovine	949.072	$ 17.065.472 50
— chevaline	140.735	5.551.035 50
Mules	41.520	2.593.738 »
Chevaux et mules [1]	3.090	128.500 »
Anes.	13.090	249.227 50
Bêtes	55.190	2.389.377 80
Moutons et brebis	141.696	297.193 70
Chèvres	61.047	89.044 70
Moutons et chèvres [1]	7.949	9.319 20
Porcs	343.542	2.158.785 30
Volailles.	2.328.057	1.022.696 25
Chiens.	28.987	73.030 »
Chats	10.327	3.184 50
Lapins.	5.290	294 50
Perroquets	67	87 »
TOTAUX	4.129.659	$ 31.630.986 45

Nous relevons de cette statistique que dans la Colombie une vache ou un bœuf vaut en moyenne 18 dollars, un cheval 32, un mouton 2, etc.

— Voici le mouvement de la population dans le département de Panama Etat du même nom, pendant les années 1880 et 1881.

	1882	1881
Naissances.	1.218	1.014
Dont :		
Fils légitimes	369	422
Fils naturels.	849	592
Décès.	774	575
Mariages.	51	56

Dans le 1er semestre de 1882, il y a eu 696 naissances (250 légitimes et 446 naturelles), 379 décès et 33 mariages.

Guatemala. — On établit actuellement une communication par chemin de fer et par bateau à vapeur, entre Cornito et Managua, la capitale actuelle du Nicaragua, et de là à Grenade. Les trains circulent déjà jusqu'à Chinendaga, tandis que la section de Léon-Viéjo au lac Managua est en construction. La communication par bateau à vapeur entre Léon-Viéjo et Managua est déjà ouverte, et la voie ferrée de Managua à Grenade sera terminée dans deux ou trois ans.

La communication entre San-José et Guatemala est en ce moment très défectueuse, car la voie ferrée n'est terminée que jusqu'à Escuintla ; de là jusqu'à Palin, il faut se servir de mulets ; et de cet endroit jusqu'à Guatemala, de voitures.

Le voyage de Sans-José jusqu'a Guatemala exige environ deux jours. Le transport de marchandises de Escuintla à

1. Dans quelques registres les espèces ne sont pas scrupuleusement classées.

MCD 2018

Guatemala demande en ce moment six jours. La section de chemin de fer entre ces deux dernières localités devra être terminée dans dix-huit mois, ce qui est peu probable, car il y a beaucoup de grands viaducs à construire, et il faut vaincre une montée de 6,000 pieds, sur une longeur de 10,000 milles allemands. — Traduit du *Beihef zum Marine-Vorord-Nungsblatt*, par J. Oswald, capitaine d'infanterie de la marine.

Mexique.— La ville de Mexico n'est pas une de ces villes qui, par leur heureuse situation au bord de la mer ou sur un grand cours d'eau, attirent vers elles le commerce entier d'un pays. Cependant les circonstances particulières de sa fondation, sur les ruines mêmes de la capitale de l'empire aztèque, où les vice-rois espagnols résidèrent pendant trois siècles; la beauté de la vallée et des montagnes qui l'entourent; enfin le fait d'être la capitale d'un pays de plus de douze millions d'habitants, tout cela lui donne un prestige que doit augmenter chaque jour le mouvement progressif qui se vérifie aujourd'hui dans toute la République.

Approximativement sa population est aujourd'hui de 300,000 habitants, et elle est située presque à égale distance des deux Océans. Unis au Golfe du Mexico par le chemin de fer de Vera-Cruz, elle le sera bientôt avec l'Océan Pacifique par le chemin de fer Central et la ligne Palmer-Sullivan, et sera le transit des passagers et des marchandises entre l'Europe et l'Asie.

Il est hors de doute que Mexico deviendra par son commerce une des places les plus importantes du monde, lorsque cette communication entre les deux mers aura été effectuée.

En attendant cet heureux jour, qui ne saurait tarder, cette ville est une des plus belles capitales de l'Amérique espagnole.

Ses nombreux édifices publics, sa magnifique cathédrale, ses rues larges et tirées au cordeau, ses belles et aristocratiques maisons qui lui firent donner par M. de Humboldt le nom de « Ville des Palais, » les nombreux véhicules qui la traversent en tous sens, les tramways qui la sillonnent et l'animent, les intonations musicales de ses marchands ambulants, la variété des types qui constitue une véritable originalité, enfin la beauté de ses femmes et leur grâce naturelle, tout contribue à séduire l'étranger et à donner à Mexico un aspect enchanteur.

Il y règne un printemps perpétuel : les grands froids, ainsi que les excessives chaleurs y sont presque inconnus. Sous un ciel bleu et limpide, s'étend la magnifique vallée qui entoure Mexico, avec ses riantes oasis et ses grands lacs où se reflètent ses hautes montagnes, au nombre desquelles l'Iztaccihuatl et le Popocatepetl s'élèvent à l'Orient, fiers de leur couronne argentée.

Depuis quelques années, Mexico a subi une transformation complète, grâce au zèle du Conseil municipal, aussi bien qu'à l'initiative privée, tout se modifie et s'améliore avec une rapidité prodigieuse. Des rues entières se sont construites sur des endroits jadis déserts; les édifices et les monuments s'élèvent de toutes parts; la lumière électrique se substitue au gaz; la police se fait comme dans les villes d'Europe, et l'on admire l'élégant costume de ses agents.

Dans ce mouvement de progrès matériel, les œuvres de bienfaisance entrent pour une large part. Les écoles, les maisons d'aliénés pour les deux sexes, la maternité: rien n'a été oublié.

Les arts n'ont pas été moins favorisés : l'Ecole Préparatoire, l'Académie des Beaux-Arts, l'Ecole des Arts et Métiers ouvrent à la jeunesse des horizons nouveaux. Le Conservatoire, dont les meilleurs élèves vont achever leur instruction musicale à Paris et à Rome, placé sous l'habile direction de M. Alfred Bablot, récemment nommé à cet emploi, est sorti du néant et deviendra probablement célèbre dans ce pays, berceau d'un grand nombre d'artistes, et qu'on pourrait, pour cette raison, nommer l'Attique américaine.

Mexico renferme huit théâtres, dont un de premier et trois de second ordre. Le premier, le *Nacional,* est magnifique et serait notable en Europe pour sa construction. C'est là que l'opéra a établi son siège; les autres théâtres sont plus particulièrement dédiés au drame, à la comédie et au vaudeville.

Trois bibliothèques sont ouvertes au public; la Bibliothèque Nationale, à elle seule, renferme plus de 150,000 volumes, imprimés ou manuscrits.

Enfin il existe à Mexico un musée d'antiquités aztèques, dont la plupart ne manquent pas d'originalité.

Mexico possède cinq écoles spéciales : celle de médecine, celle d'agriculture, celle du commerce et celle des mines. Cette dernière est installée dans un véritable palais, qui pourrait figurer dans les plus belles villes d'Europe. Son institution est déjà très ancienne et elle sera certainement appelée bientôt à une grande célébrité.

L'Ecole préparatoire mérite une mention spéciale : le plan d'enseignement est entièrement moderne et positif, et l'on y prépare annuellement plus de mille élèves se destinant aux carrières libérales.

L'Ecole militaire, habilement dirigée aujourd'hui par M. le général Sostenes Rocha, deviendra sous peu, sans doute, le « West Point » du Mexique. Le château de Chapultepec, ancienne résidence des empereurs aztèques, puis celle des vice-rois, et enfin résidence d'été de l'Empereur Maximilien, est aujourd'hui le siège de cette école.

Une fabrique d'armes, une fonderie de canons, et une poudrerie, ces trois établissements entièrement montés à l'européenne et pourvus de toutes les améliorations rendues nécessaires par le progrès, permettent au Gouvernement mexicain de se suffire à lui-même, au besoin en cas de guerre.

Enfin, Mexico, tel qu'elle est aujourd'hui est une ville appelée au plus brillant avenir.

La population, qui augmente dans des proportions étonnantes, se répand déjà dans toutes les directions; certainement le temps est proche où la ville s'étendra depuis la *villa* de Guadalupe jusqu'à Tacubaya, qui en seront alors les faubourgs.

Dans ce moment, une puissante compagnie américaine, représentée par M. Thomas B. Lewis, a acheté à M. Salvador Malo les terrains de la Teja, situés entre Chapultepec et San Cosme, dans le but d'y créer 3,000 lots urbains, destinés à la construction de maisons pour les familles qui affluent de toutes parts et ne peuvent plus trouver à se loger.

Partout la valeur de la propriéte augmente dans de grandes proportions. Qu'on juge ce que sera Mexico dans quelques années, quand la vaste étendue de terrain que traverse aujourd'hui ce grand boulevard appelé, « Paseo de la Reforma, » qui s'étend depuis la statue équestre de Charles IV jusqu'à Chapultepec, sera couvert de charmantes constructions!

Il nous reste encore à parler de la vie de Mexico, de ses coutumes, de ses environs si pittoresques, et d'autres choses intéressantes; nous nous en occuperons bientôt.

— Les quelques années de paix ont considérablement augmenté la valeur de la propriété immobilière au Mexique, ainsi qu'on peut s'en convaincre par le tableau suivant, le résultat du dernier recensement :

5.689	Propriétés de labour et d'élevage de bestiaux.	$ 390.000.000
14.705	Fermes	126.000.000
8.341	Jardins potagers, fermes	48.000.000
166	Champs de palmiers, cocotiers	13.000.000
479	Lieues carrées de bois.	34.000.000
18.134	— de montagnes	60.000.000
40.822	— de terrains incultes	96.000.000
897	Métairies	6.000.000
	TOTAL . . . . . $	773.000.000

VALEUR DE LA PROPRIÉTÉ URBAINE PARTICULIÈRE

36.948	Maisons grandes. . . . . $	897.700.000
198.846	— moyennes	614.000.000
1.186.000	— petites.	362.000.000
46	Théâtres	5.000.000
178	Eglises catholiques	54.000.000
1.200	Chapelles et temples	27.000.000
23	Places de taureaux.	620.000
98	Places pour les combats de coqs.	116.000
	TOTAL. . . . . $	1.961.036.000
	Valeur de la propriété fiscale.	340.000.000
	TOTAL GÉNÉRAL. . . . . $	3.074.036.000

Uruguay. — Du mouvement maritime entre l'Uruguay et l'Italie en 1882 il résulte les chiffres suivants.

De l'Urugnay à l'Italie :

27	vapeurs.
1	voilier.
35.117	tonnes de registre.
27.926	— de marchandises.
5.417	passagers.

MCD 2018

De l'Italie à l'Uruguay :

64 vapeurs.
3 voiliers.
98.510 tonnes de registre.
40.379 — de marchandises.
34.442 passagers (pour la Plata).

En 1881 il y avait eu de moins, 14 vapeurs, 30.825 tonnes de registre, 16.114 tonnes de marchandises et 8. 128 passagers.

Quant à l'émigration de l'Italie vers la Plata par la voie des ports italiens, il y a eu une augmentation de 8 mille et quelques individus, comme on vient de le voir, car en réalité la plupart, presque la totalité des passagers ci-dessus sont des émigrants. Le nombre de passagers partis de la Plata vers l'Italie a été inférieur en 1882 relativement à l'année précédente, ce qui est également un bon signe.

Venezuela. — D'après la *Revista Marcantil* de la Guayra, le total d'importations d'articles étrangers faites par ce port pendant le mois de janvier dernier a été de 25,279 *colis* de toutes marchandises, pour une valeur de 2,148,000 francs, transportés par douze grands vapeurs et trois voiliers de diverses nationalités.

Les exportations par le même port et pendant le même mois ont été vérifiées par sept grands vapeurs, composant leur bord 1,072,426 kilogrammes de produits naturels du sol, tels que café, cacao, cuirs et peaux, quinquina, tabac en feuilles, coton, etc., etc., pour une valeur de 1,292,717 francs.

Chicago est une des villes les plus étonnantes du globe. Elle ne fut fondée qu'en 1833, sa municipalité ne date même que de 1837 et voici qu'elle compte aujourd'hui 520,000 habitants.

Le *Canadien*, de Saint-Paul donne les détails suivants sur la florissante métropole du Nord-Ouest :

Le prodigieux accroissement de cette ville a été retardé un instant par l'incendie du mois d'octobre 1871; alors 17,054 maisons ont été détruites, formant une étendue de plus de trois milles carrés. Aujourd'hui, on ne voit plus d'indice de cette grande calamité; la partie brûlée est rebâtie et les 190 millions de dollars de pertes semblent avoir été une semence d'abondance. Il en est de même de l'incendie de 1874; les 18 pâtés alors détruits sont reconstruits.

Chicago est située sur la rive ouest du lac Michigan, à l'embouchure des rivières Chicago et Calumet. La ville est divisée, par la rivière Chicago et ses bras, en trois parties : le nord, l'ouest et le sud, réunis par cinquante ponts et deux tunnels. Ces trois divisions sont subdivisées en vingt quartiers comprenant huit cents rues, avenues et allées.

Chicago accuse aujourd'hui une étendue de 15 milles le long du lac Michigan avec une profondeur de 5 milles, possède huit grands parcs, plusieurs grands hôtels dont le luxe et le confort sont incomparables, des banques, un hôtel de ville, un palais de justice, une maison des douanes, et des pâtés de maison dignes des plus beaux monuments de New-York, et fait un commeree extraordinaire.

C'est le grand entrepôt des blés et du maïs des Etats du Michigan, du Wisconsin, de l'Illinois et du Minessota.

Il entre chaque jour à Chicago deux cent quarante trains de voyageurs et plus de quarante lignes de chemins de fer y apportent les produits de tous les Etats voisins.

En outre, une flotte de bâtiments marchands est toujours au service du commerce de cette grande ville, qui a tous les avantages d'une ville maritime, grâce au voisinage des grands lacs, des rivières, des canaux qui la mettent en communication direete avec le Saint Laurent et le golfe du Mexique.

Pour donner une idée du mouvement commercial et industriel de Chicago, il suffit de dire que Marshall Field et Ce, marchands de nouveautés, ont fait l'année dernière des affaires au montant de 37 millions de piastres. C'est le plus grand magasin de nouveautés des Etats-Unis après Stewart, de New-York.

Les rues de Chicago sont très larges et propres. L'année dernière, la ville s'est donné le luxe d'ouvrir et de réparer 80 rues au prix d'un million de piastres.

Le service des chars urbains est ce qu'il y a de plus merveilleux à Chicago. Dans la rue State, le Broadway de Chicago, il y a quatre lignes de tramways, dont deux se servent de câbles souterrains pour faire mouvoir les chars. Le service est d'une régularité étonnante; seize cents chars urbains, dont chacun peut contenir 50 personnes, sont constamment en mouvement tout le jour et une partie de la nuit.

Les parcs sont grands et très jolis.

Le parc Lincoln, le long du lac, a une lieue de long et est rempli de lacs, de rivières, d'oiseaux et d'animaux de toutes espèces : c'est une véritable exposition de fleurs.

Il y a vingt-cinq mille Canadiens Français à Chicago : on les trouve dans tous les rangs de la sociétés ou dans toutes les branches du commerce et de l'industrie.

Chicago possède un aqueduc admirable; l'eau vient du lac Michigan à une graude distance et est poussée dans une tour de 160 pieds de haut par cinq engins pouvant distribuer 75 millions de gallons d'eau par jour, et de cette tour l'eau est conduite dans la ville.

Les écoles sont publiques et gratuites; on n'exige de l'élève qu'un certificat de santé; 86,000 enfants fréquentent actuellement les écoles.

Revue financière.

République Argentine. — Nous appelons l'attention des intéressés sur l'annonce suivante :

GOUVERNEMENT ARGENTIN

EMPRUNT 6 0/0 1882

2e *Tirage*.

Le lundi 2 avril, à trois heures et demie il sera procédé, en séance publique, dans l'hôtel de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris, au tirage au sort de 205 obligations à rembourser, à raison de 500 fr., ou 20 liv. st, à partir du 1er mai suivant.

D'après le mémoire soumis par le Directoire de la Banque Nationale à ses actionnaires, les bénéfices nets réalisés par cet important établissement de crédit pendant l'année dernière, ont permis de distribuer :

Aux actionnaires	$ 300.000
Au Gouvernement national.	93.000
Au fond de réserve	153.602

— La douane de Buenos-Aires a produit dans le mois de février la somme de $1,453,660.

— M. Wenceslao Pacheco a été nommé Président de la Banque Nationale ; M. Carlos Sagnier est le 1er vice-Président et M. Alejandro Ferrari le 2d. V. Prest.

— Voici le bilan du « Banco Nacional » le 31 janvier 1883.

ACTIF

	Papiers.	Métallique.
Actionnaires	$	$ 4.075.920 —
Fonds publics de la Nation, loi du 12 oct. 1882.		1.239.557 12
— $7.290.121 à 80 0/0.		5.996.701 05
Billets du Trésor.	450.000 —	
Gouvernement National. . .		3.298 95
Effets escomptés.	549.285 36	8.810.075 10
Avances en compte courant.	5.776 89	9.364.787 19
Hôtel de la Banque		300.000 —
Titres et immeubles	71 38	252.022 94
Rentes et amortissement des fonds publics.		203.052 22
Succursales.		122.798 90
Transferts de Monnaie . . .		370.072 33
Compte d'or	3.372.031 45	
Divers.	43.841 88	278.934 04
Caisse : or		2.405.562 48
— papier de cours légal.	1.183.201 15	
TOTAL	$ 5.605.908 11	$ 33.432.882 32

PASSIF

Capital		$ 20.000.000
Dividendes à payer		14.823 80
Bénéfices à distribuer. . . .		403.000 —
Traites à payer.	$ 8.128 41	183.252 —
Dépôts à vue et à terme. . .	5.127.943 66	5.058.161 7
Fond de réserve.		153.601 —
Commissions, intérêts et escomptes.	11.098 26	138.814 79
Succursales	86.693 27	
Compte de papier		3.372.031 45
Transferts de Monnaie. . . .	370.744 51	
Billets en circulation		4.108.197 32
TOTAL	$ 5.604.608 11	$ 33.432.882 32

W. PACHECO, *président*. CARLOS G. DIEHL, *gérant*.
A. BENITES, *inspecteur du gouvernement*.

MCD 2018

— Le « Banco de la Provincia de Buenos-Aires » ouvrira ses guichets à la conversion de ses billets dans le mois de juin prochain. Comme nous avons eu déjà occasion de le dire, il y a longtemps que le papier de cette grande banque est reçu partout, à la Plata, au pair de l'or. C'est donc un événement qui ne changera en rien la situation prospère du marché monétaire ; il prouve, néanmoins, une fois plus, qu'il s'agit d'un pays riche et honorablement gouverné.

— Voici le budget de la ville de Buenos-Aires pour 1883.

RECETTES

Impôts généraux	frs.	2.500.000
— d'abattoirs		1.400.000
— de patentes		700.000
— de tramways		48.000
Inspections		200.000
Droit de délinéations		150.000
Stations pour voitures		114.000
Sable et ressac		36.000
Louage de propriétés municipales		214.600
Inhumations		48.600
Droit de bureaux et amendes		106.000
Hospitalités		80.000
Marchés		1.450.000
Vente et renouvellement de sépultures		241.800
Recouvrements d'impôts en souffrances		560.000
Patentes industrielles		520.000
Contribution immobilière		900.000
Loterie de bienfaisance		1.000.000
Droit de machines à vapeur, théâtres, télégraphes, gaz, etc.		560.000
Divers		325.920
TOTAL	frs.	11.155.320

DÉPENSES

Employés et personnel de l'Administration	frs.	2.130.380
Vidanges		554.400
Voie publique		40.000
Assistance publique		572.000
Hôpitaux		580.000
Éclairage		1.000.000
Imprimés, affiches, etc.		68.000
Fêtes nationales		60.000
Instruction publique		1.304.298
Travaux publics		2.620.967
Dette municipale		1.200.000
Divers		22.000
Dépenses extraordinaires		500.000
TOTAL		10.612.659

— *Bourse*. Buenos-Aires, 28 février 1883. Change. Londres 49 1/2 d. — France, Anvers, Gênes, fr. 5.20, Hambourg 4m. 26, (le tout pour 1 $). Escomptes sur le marché 6 à 7 % — Avances 9 à 10 % — Escompte à la Banque de la Province 7 % — Cedulas (obligations) de la Banque Hypothécaire, série A. 100 1/4 4 %, S. B. 100 5/6 % S. C. 100 %, S. D. 98 %, S. E. 84 3/4 %. — Billets du Trésor National, 112 %, fonds publics de 5 % (1881) 70 3/4 % — Banque Nationale, 105 % — Banque d'Italie 125 % — Bons Municipaux (1876), or, 95 % — Gaz Argentino 90 % — Gaz primitivo 1,450 $ m/c. — Bourse, 1,650 $ m/°.

Brésil. — La *Compagnie Générale des Chemins de fer de Rio Grande do Sul* a été autorisée à fusionner avec la *Southern Brazilian Rio Grande do Sul Railway*.

Cette compagnie anglaise vient de faire à Londres, avec succès, une émission de 30,000 actions de 20£ avec 7 % d'intérêt garanti par le Gouvernement Impérial du Brésil. Le total de la garantie dont jouit cette compagnie est de £,106,481 pendant 30 ans.

Ce sont MM. Morton Rose et Cie qui ont réalisé cette émission.

— En 1882 les recettes du chemin de fer Baturité se sont élevés à Rs. 400:784$ et les dépenses à Rs. 123:290$ (69 %).

— La Compagnie « Agricola, Pastoril e Commercial, » organisée il y a quelques temps par le vicomte de Mauá, vient de distribuer un dividende de 3 mille reis (3%). Les actions sont cotées actuellement à 45%.

— Voici quel a été le mouvement financier des lignes ferrées de la Province de S. Paulo (1,290 kilom. en trafic) pendant le 1er semestre de l'année 1882.

	Récettes.	Net.
S. Paulo Jundiahy	—	1.933:739 $
Ituana	281:191 $	64:968
Moggana	472:710	229:452
Sorocabana	171 275	5:920
S. Paulo Rio	528:417	71:463

La Compagnie « Paulista » a eu le mouvement suivant pendant le courant de l'année 1882.

Recettes : Rs. 2.878:937$. Produit net, Rs. 1.976:540$.

— La Compagnie des tramways de S. Christophe (ville de Rio) a produit brut, en 1882, rs. 1.457:222$; les dépenses se sont élevées à 848:442$. Pendant cette même année cette Compagnie a eu un mouvement de 9.312.771 passagers.

— Le budget de la Province de S. Paulo a été ainsi établi pour 1883-84 :

Recettes	Rs.	3.941:793 $
Dépenses		3.587:344

— La douane de la Province de Pernambuco a produit :

En 1880	Rs.	11.273:040 $
En 1881		12.730:603
En 1882		11.836:372

— Les directeurs de « The New London and Brazilian Bank, » viennent de distribuer un dividende de 5 sh. par action (5%,) correspondant au 2e semestre de 1882.

— *Bourse*. Rio de Janeiro, 2 mars 1883. Change (voir les telégrammes publiés dans la *Reaue Commerciale*. — Livres sterling 11 $560. — *Banques* : — du Brésil 290 $ — Rural Hyp 274 $. — Commercial 235 $. —Industrial Merc. 232 $. — Do Commercio 216 $. — *Chemins de fer* Petropolis 175 $. — Macahé e Campos 220 $. — Sorocabana 100 $ — Léopoldina 200 $, S. Paulo e Rio 150 $. — Mogyana 208 $ — S. Ant. de Padua 170 $ — Carangola, 183 $. — Gráo Pará 208 $. — Alto Muriahé 170 $. — *Tramways* : S. Chistováo 330 $. — Jardin Botanico 165 $. — V. Isabel 246. $ — Carris Urbanos 240 $. — *Navigation* : Brasileira de Nag. 260 $. — Espirito santo 106 $. — Amazon 160 $. — Nacional 277 $. — S. Joao da Barra 200 $. — Iguapense 185 $ — *Divers* : Docas Pedro II 135 $ — Brasil Industrial 250 $, — Quissama 230 $. — *Obligations* : Banque du Brésil 94 % — Predial 71 %. — Macahé et Cv. 92 %. — Sorocabana 70 0/0. — Quissamá 208 $, — Carris 440 $ — Apolices (dette nationale interne) 1,052 $, — 6 0/0 de 1868 (or) 1,250 $. — celle de 1879, 4 1/2 0/0, 1,165 $.

Guatemala. — Le « Banco Internacional de Guatemala » a publié le bilan de ses opérations pendant le 2d. semestre de 1882.

Les effets escomptés pendant cette période ont atteint le chiffre de $1.886.666. ; le taux moyen a été de 10 1/2 %.

Les bénéfices ont été de $75.610. Le directoire conseille la distribution de $50.000 comme dividende aux actionnaires.

La banque avait en caisse, le 31 décembre, $518.321 en métallique et $155.005 en billets.

L'émission en circulation, ce jour-là, était de $269.895.

Mexique. — Les recettes de la compagnie du chemin de fer mexicain s'élèvent pour le 1er semestre de 1882 à $2 760,535 contre $2,538,490 pendant la même période de 1881.

Le dividende à répartir entre les actionnaires est de 9 1/2 pour cent.

Il existe dans le contrat passé par le gouvernement avec cette compagnie, une clause l'obligeant à réduire ses tarifs à partir du jour où le dividende sera supérieur à 9 pour cent.

— Dans l'assemblée générale des actionnaires de la Banque Mercantile qui a eu lieu en février, un second à-compte de 8% a été voté, ce qui porte le dividende à 11 % pour la première année d'exercice.

Tous les membres sortants du Conseil d'Administration ont été réélus.

— — Les recettes de douane d'Orizaba pendant l'année 1882 ont excédé de 27,000 piastres celles de 1881.

— Les recettes de la douane de Tampico s'élèvent pour la première quinzaine de janvier à la somme de 75,000 piastres.

— Les recettes de la douane de Vera-Cruz s'élèvent pour le mois de janvier à 1.500,000 piastres.

Mexico, 16 février 1883.

CHANGES SUR L'EXTÉRIEUR

Londres, banquiers, 60 jours	$	42
— — 30 —		
Paris, banquiers, 60 jours		4.37 1/2
New-York, banquiers à vue		18 %
— lettres faites, 30 jours		
Madrid à vue		16 1/2 %
Allemagne, 60 jours		2.60
— à vue		3.47
Havane, à vue		10 %

MCD 2018

MEXICO

Escompte	9.10	%
Argent en compte courant	10	%
— à courte échéance sur valeurs négociables	8	%
Or mexicain	13 1/2	%
Or américain	16	

Uruguay. — La douane de Montevideo a produit dans le mois de janvier dernier $521.448, contre $359,172 en 1882 et $360.906 en 1880.

C'est un progrès évident.

— Nous lisons dans la « *Revue Commerciale Maritime et Financière* » de Montevideo.

« Les porteurs de titres de la Dette interne ont été convoqués à une réunion générale le 31 janvier dernier pour procéder à l'élection d'une Commission nouvelle. Dans son rapport, la Commission, dont le mandat était terminé, a pu constater que le gouvernement oriental a rempli avec une fidélité parfaite les engagements contractés par la convention du 20 février 1878, et que, grâce à cette régularité scrupuleuse, les titres ont augmenté dans l'année d'environ 46 %.

De 1878 à 1882, l'amortissement a été de 7,044,145 piastres, soit environ 15 % du total de la dette interne, lors de la convention de 1878.

Durant ces cinq années, on a émis 9,997,479 piastres, en titres spéciaux, pour différence d'intérêts, et amorti 2,786,235 piastres, soit 27 % du total de l'émission.

Les cours de la Dette interne se maintiennent très fermes; ce qui résulte à la fois de l'augmentation d'intérêt dont ces titres jouissent depuis le 1er janvier 1883 et de la confiance générale où sont les porteurs que les engagements de la dernière convention seront exactement accomplis. »

— Les chambres uruguayennes sont saisies d'un projet de création de Banque Nationale ; nous saurons bientôt a quoi nous en tenir à ce sujet.

— *Bourse.* Montevideo, 1er mars 1883. Deuda amortissable, 21 %. La raison de cette baisse de 5 à 6 % dans la dernière quinzaine est expliquée par les émissions considérables de ces titres faites d'après quelques journaux, par le Gouvernement sans autorisation du corps législatif.

Venezuéla. — Une nouvelle Compagnie minière vient d'être organisée à Londres sous le titre de « The New Cicapra and Mercedes Gold Mining Comp. Ld. » avec un capital de £250,000, divisé en actions de 1£.

M. le marquis de Rojas, Ministre du Venezuela près le Gouvernement Britanique est nommé directeur honoraire.

La concession, comprenant la propriété de 1500 hectares dans la Guayana Venezuelienne, est achetée par la Compagnie moyenant la remise de £ 150,000 en actions libérées.

MARCHÉ DE LONDRES

Comme nous le prévoyions, l'exportation métallique pour les Etats-Unis s'est promptement arrêtée, le change ayant monté à New-York. La réserve est actuellement de £. 13.600.000 (métallique et billets) à la Banque d'Angleterre.

Voici la situation de cette Banque le 21 mars dernier.

Département d'émission.

ACTIF

Dette du gouvernement	£	11.015.100
Autres valeurs		4.734.900
Or monnayé et en lingots		21.653.510
TOTAL	£	37.403.510

PASSIF

Emission	£	37.403.510

Département de banque.

ACTIF

Titres de l'Etat	£	13.361.623
Autres titres		24.697.681
Billets de l'émission (*a*)		12.628.845
Or et argent monnayés (*a*)		967.214
TOTAL	£	51.655.363

PASSIF

Capital des propriétaires	£	14.553.000
Autre capital		3.804.393
Dépôts publics (*b*)		10.156.225
Autres dépôts (*b*)		22.938.079
Dépôts à 7 jours (*b*)		203.666
TOTAL	£	51.655.363

Voici comme la banque calcule sa situation, la réduisant à un seul chiffre :

Responsabilité (les trois titres marqués *b*)	£	33.297.970
Réserve, ainsi appelée (les deux titres marqués *a*)		13.596.059
Proportion entre la responsabilité et la réserve		40 83 %

La banque ne peut disposer pour ses opérations d'avances et escomptes, que le surplus de la différence entre le tiers de la *responsabilité* et le total de la *réserve*.

Dans le cas du bilan ci-dessus, la banque peut disposer pour des nouvelles opérations de £ 2.496.736, savoir :

Responsabilité	£	33.297.970
Le tiers est égal à	£	11.099:323
Réserve		13.596.059
Excédant	£	2.496.736

— L'escompte à la banque est toujours de 3 0/0; sur le marché il est de 2 3/4 à 3 0/0.

Les consolidés 3 0/0 sont cotés à 102 ; le 2 1/2 0/0 à 87 1/2.

MARCHÉ DE PARIS

Des bruits de conversion de la dette de 5 0/0 ayant circulé, une baisse s'est manifesté dans cette valeur. On cote aujourd'hui le 5 0/0 à 114.50, le 3 amortissable reste à 81.50 et le perpétuel à 80.25. Banque de France, 5,400. Banque de Paris et des Pays-Bas 1,050. Comptoir d'Escompte, 965. Canal de Panama 495.

Voici les principaux chiffres du bilan de la « Banque de France » (le 20 mars), réduit à livres sterling pour faciliter la comparaison avec ceux de la Banque d'Angleterre.

Or	£	39.843.720
Argent		42.537.600
Autres titres		36.496.640
Autres dépôts		18.527.440
Avances		12.526.560
Billets en circulation		113.253.000
Dépôts publics		4.312.840

En comparant les principaux Etats entre eux (d'Europe et Etats-Unis) sous le rapport de leurs budgets, on obtient la classification suivante (chiffres pour 1881) :

	Millions.
France — (budget)	3.413
Royaume-Uni	2.970
Russie	2.570
Allemagne	2.470
Autriche-Hongrie	2.182
Etats-Unis	1.380
Italie	2.285
Espagne	922
Belgique	289

En divisant le budget de chaque nation par le chiffre de la population de celle-ci, on obtient approximativement le chiffre moyen d'impôt payé par chaque habitant de cette nation. On voit ainsi qu'en France chaque habitant paye 92 fr. 50 c. (1881); dans le Royaume-Uni, 84.20; en Autriche, 58,99; en Espagne, 57.50; en Allemagne, 54.80 : en Italie, 45.80 ; aux Etats-Unis, 27.60. Pour les petits-Etats, on obtient : Pays-Bas, 61.20; Belgique, 52 5 ; Portugal, 40.4; Danemarck, 29 ; Suède et Norvège, 27.8 ; Suisse, 21 1.

Le budget de la ville de Madrid qui, pour 1881-82, montait à 27.049,227 piécettes, a été raisonné, pour 1882-83, sur 26,116,436. Il y a eu augmentation sur les frais de représentation et diminution sur les travaux publics. Les recettes sont évalués à 26,116,436 piécettes, ainsi qu'il suit :

Revenus des propriétés de la ville	848.499 86
Rentrées du service de bienfaisance	170.395 —
Impôts et redevances	1.091.910 —
Voie publique (stationnement)	804.131 92
Centimes additionnels	3.200.000 —
Produits éventuels	1.500 —
Octrois	20.000.000 —

Voici la répartition des dépenses :

Frais de bureau	2.432.611 25
Police	3.632.182 28
Instruction publique	940.646 28
Assistance publique	900.783 50
Entretien, pavage, etc	1.580.536 25
Travaux neufs	1.029.453 70
Prisons	330.976 25
Service des emprunts	5.493.041 68
Fonds de secours	338.225 —
Redevance à l'État et à la province	9.437.481 10

MCD 2018

MCD 2018

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER DES PAYS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS.	NOM DE LA COMPAGNIE.	GARANTIE DU GOUVERNEMENT			CAPITAL.				DERNIER DIVIDENDE.	DERNIÈRE COTE OFFICIELLE.		OBSERVATIONS.
		%	SUR CAPITAL.	ANNÉES.	ACTIONS.		OBLIGATIONS.			ACTIONS.	OBLIGAT.	
			£		£	£		£				
République Argentine.	Buenos-Aires and Campana Railway C. Ld.	7	400.000	20	20	477.480	7 %	439.286	»	»		Pour la garantie les frais d'exploitation sont calculés à 50 %.
	Buenos-Aires and Ensenada Port Railw. C. Ld. . .	»	»	»	10	700.000	6 %	15.500	3 3/4 %	11 1/2		Le cap. actions est divisé la moitié en actions de préférence; ce sont celles-ci qui ont reçu le dividende.
	Buenos-Aires Great Southern Railw. C. Ld.	»	»	»	100	1.950.000	6 %	770.135	10 %	179	130	
	Central Argentine Railw. C. Ld.	7	1.643.000	40	100	1.300.000	6 %	549.400	6 %	137	124	246 1/2 milles.
	East Argentine Railw. C. Ld.	7	500.000	40	20	668.000	7 %	310.200	2 1/2 %	20 1/2	104	La garantie est de 10.000 £ par mille.
	Northern Railway of Buenos-Aires C. Ld.	7	150.000	20	10	235.000	6 %	223.547	»	7 1/2	101	
Brésil.	Alagoas Railway C. Ld	7	512.212	30	20	300.000	7	212.212	?	22 1/2	»	55 milles. Les obligations n'ont pas été encore émises.
	Bahia and S. Francisco Railw. C. Ld.	7	1.800.000	90	20	1.800.000	»	»	6 1/2 %	23 1/2	»	Cette ligne ne fait pas ses frais. 77 m.
	Brazilian Imperial Central Bahia R. C. Ld. . . .	7	1.462.500	30	20	737.500	6	711.900	7 %	22 1/2	105	
	Campos ant Carangola Railway C.	7	675.000	30	»	»	5 1/2	393.700	»	»	101	Comp. brésilienne.
	Conde d'Eu Railway C. Ld.	7	675.000	30	20	425.000	»	»	»	22 1/2	»	
	Donna Theresa Christina Railw. C. Ld.	7	613.238	30	20	300.000	7	313.238	7 %	23	102	Les oblig. n'ont pas encore été émises.
	Great Western of Brazil Railw. C. Ld.	7	562.500	30	20	300.000	6	262.500	7 %	26 1/2	122	60 milles.
	Imperial Brazilian Natal and Nova Cruz R. C. Ld.	7	618.300	30	20	431.700	5 1/2	368.300	7 %	22 1/2	100	Entre les actions il y en a des déférées pour £ 118.300. — 75 milles.
	Minas and Rio Railway C. Ld.	7	1.816.875	30	20	1.000.000	6	400.000	»	25	107	Il n'a été émis encore que £ 750.000 act.
	Porto Alegre and New Hamburg (Br.) R. C. Ld. . .	7	202.500	60	20	242.300	6	168.620	»		83	
	Recife and S. Francisco (Pernambuco) R. C. Ld. .	7	1.200.000	»	100	950.000	5 1/2	248.930	»	106	»	
	S. Paulo and Rio de Janeiro Railw. C.	7	1.200.000	30	»	»	6	600.000	»	»	105 1/2	Comp. brésilienne.
	S. Paulo (Brazilian) Railway C. Ld.	7	2.650.000	30	20	2.500.000	5 1/2	750.000	10 %	39 1/2	120	
	Western Railway C. of. S. Paulo.			»		»	7	150 000	»	»	...	Comp. brésilienne au cap. de £ 1.221 400
Chili.	Copiapó Railway Comp.	»	»	»	100	840.000	»	»	8 %	68	»	Comp. chilienne (le cap. est en pesos).
	Coquimbo Railway Comp.	»	»	»	20	549.540	8	156.000	2 1/2 %			
Colombie.	Panama Railroad Comp.	»	»	»			7	569.800	»	»	...	Cette Comp. fut achetée par la Comp. univ. du canal interocéanique.
Honduras.	Honduras inter-oceanic Railw. C. Ld.	»	»	»		5.347.720						
Mexique.	Mexican Railw. C. Ld.	»	»	»		5.820.780	6	2.000.000	8 %	3 1/2	129	Le Gouvernement donne une subvention annuelle de £ 112.000.
Pérou.	Arica and Tacna Railw. C. Ld.				20	450.000			2 1/2 %			
	Iquique and La Noria Pizagua y Sal de Obispo R.	»	»	»			7	1.000.000	»	»	102	Comp. péruvienne. 142 milles.
	Lima Railways Company Ld.				20	800.000	5 1/2	35.000	1 1/4 %	140		18 milles.
	National Pisco to Ica R. C.	»	»	»	»	»	5	290.000	»	»	42	Comp. péruvienne.
Uruguay.	Central Uruguay R. C. of Montevideo Ld.	»	»	»	10	1.000.000	6	470.000	4 %	9	119	128 milles.
	North Western R. of Montevideo C. Ld.	7	1.100.000	40		810.000	6	600.000	»		32	110 —
	Uruguay Central ant Higueritas R. C. of Mvo Ld. .	7	1.460.000	40	20	82.200	7	164.400				146 —
			19.244.125			30.017.220		11.772.868				
	Résumé. République argentine		2.693.000			5.330.480		2.308.068				
	Résumé. Brésil.		13.988.125			8.986.500		1.179.600				
	Résumé. Uruguay.		2.560.000			1.892.200		1.234.400				
	Résumé. Autres États ci-dessus énumérés. . . .		»			3.808.140		4.050.800				

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT PAR AN	AMORTISSEMENT FORME	PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la côte officielle.	OBSERVATIONS
		£	£	£						
République argentine.	1868	2.500.000	1.226.900	1.273.100	6 °/₀	2 1/2 °/₀ ac.	Tirages semestr.	72 1/2	101 1/4	
	1871	6.122.400	2.483.500	3.638.900	6 °/₀	2 1/2 °/₀ ac.	»	88 1/2	99 1/2	
	1872 et 1874	3.648.243	662.843	2.985.400	6 °/₀	1 °/₀ ac.	Achat sur place.	76 et 80	98 1/2	Cet emprunt est en pesos fuertes, (hard dollars).
	1876	1.200.000	»	1.200.000	9 °/₀	4 °/₀ ac.	Offre des porteurs	»	110	L'amortissement n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant parce que les porteurs des titres ne veulent les offrir qu'au-dessus du pair.
	1881	2.450.000	11.800	2.438.200	6 °/₀	1 °/₀ ac.	Tirage semestr.	91 °/₀	98 1/2	Cet emprunt fut émis à Paris.
		15.920.643	4.238.443	11.682.200						
Bolivie.	1871	1.654.000	»	1 654.000	6 °/₀	1 °/₀ ac.	»	68 °/₀	2 1/2 °/₀	Emprunt Church. Une partie du montant resté à Londres, fut divisée entre les porteurs de titres.
Brésil.	1852	1.040.600	731.400	309.200	4 1/2 °/₀	1 °/₀ ac.	Achat sur place.	95 °/₀		Le gouvernement ne s'oblige à amortir que si les titres sont au-dessous du pair.
	1858	1.526.500	1.510.000	16.500	4 1/2 °/₀	2 °/₀ ac.	»	93 °/₀		Mêmes conditions que les précédentes.
	1860	1.373.000	1.072.000	301.000	4 1/2 °/₀	1 1/2 °/₀ ac.	»	90 °/₀		Mêmes conditions.
	1863	3.855.300	2.226.900	1.628.400	4 1/2 °/₀	1 1/2 °/₀ ac.	»	88 °/₀	99	Mêmes conditions, mais en outre le gouvernement se réserve le droit d'amortir par des tirages au pair dans le cas où les titres auraient des primes en bourse.
	1865	6.963.600	1.676.400	5.287.200	5 °/₀	1 °/₀ ac.	Tirages semestr.	74 °/₀	100	
	1871	3.459.600	415.700	3.043.900	5 °/₀	1 °/₀ ac.	»	89 °/₀	100	
	1875	5.301.200	287.900	5.013.300	5 °/₀	1 °/₀ ac.	Achat sur place.	96 1/2 °/₀	99	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt de 1863. — L'amortissement ne commença qu'en 1877.
	1879	5.837.062	205.625	5.631.437	4 1/2 °/₀	1 1/2 °/₀ ac.	»	89 °/₀	89	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt 1863.
		29.356.862	7.978.025	21.378.837						
Buenos-Aires (prov. argentine.)	1824	1.000.000	1.156.654	618.900	6 °/₀	1/2 °/₀ ac.	Achats sur place.	85 °/₀	97	Le service est fait par le gouvernement National.
	1857	1.641.000	1.381.100	484.341	3 °/₀	1/4 °/₀ ac.	»	...	96 1/2	
	1870	1.034.700	154.600	879.900	6 °/₀	1 °/₀ ac.	Tirages semestr.	88 °/₀	100	Le gouvernement s'est réservé le droit d'augmenter l'amortissement.
	1873	2.040.800	192.800	1.848.000	6 °/₀	1 °/₀ ac.	»	89 1/2 °/₀	100	
	1882	2.049.200		2.049.200	6 °/₀	»	»		97	
		7.765.700	1.765.400	6.000.300						
Chili.	1842	756.500	577.096	179.404	4 °/₀	»	Tirage ou achat.	...	82	L'amortissement de toutes les dettes du Chili est suspendu depuis mai 79.
	1858	1.554.800	604.800	950.000	4 1/2 °/₀	1/2 °/₀ ac.	Tirage ou achat a option du gouvt.	92 °/₀	87	
	1866	1.120.920	436.820	684.100	7 °/₀	1 1/2 °/₀ ac.	Tirage semestriel.	92 °/₀	107	
	1867	2.000.000	674.700	1.325.300	6 °/₀	2 °/₀ ac.	Tirage annuel.	84 °/₀	100	
	1870	1.012.700	178.800	833.900	5 °/₀	1 °/₀ ac.	Tirage semestriel.	...	93	Pendant les cinq premières années, le fond d'amortissement était de 5 0/0 par an.
	1873	2.276.500	284.100	1.992.400	5 °/₀	2 °/₀ ac.	»	94 °/₀	91	
	1875	1.900.000	143.300	1.756.700	5 °/₀	2 °/₀ ac.	»	88 1/4 °/₀	91	Le public ne souscrivit que £ 1.143.400.
		10.621.420	2.899.616	7.721.804						
Colombie.	1877	2.000.000	74.100	1.925.900	4 3/4 °/₀	...	Tirage trimestriel.	...	...	Dernier coupon payé en octobre 1879.
Costa Rica.	1871	1.000.000	121.300	878.700	6 °/₀	2 °/₀ ac.	Tirage semestriel.	72 et 74	19	Paiements suspendus depuis mai 1874.
	1872	2.400.000	64.300	2.335.700	7 °/₀	1 °/₀ ac.	»	82	14	
		3.400.000	185.600	3.214.400						
Équateur.	1867	1.824.000	»	1.824.000	1 à 6 °/₀	»	»	»	11	Paiements suspendus depuis mai 1868.
Entre Rios. (p. argent.)	1872	226.800	780.100	146.700	7 °/₀	2 1/2 °/₀ ac.	Tirage semestriel.	90 °/₀	105	Le gouvernement s'est réserve le droit d'amortir extraordinairement la dette par des achats sur place.
Guatemala.	1856	100.000	24.400	75.600	5 °/₀	...	Tirage semestriel.	...	35	Paiements suspendus depuis février 1876.
	1859	500.000	33.400	466.600	6 °/₀	...				
Honduras.	1867	1.000.000	99.300	900.700	10 °/₀	5 °/₀ ac.	Tirage annuel.	80 °/₀	5 1/2 °/₀	
	1867	90.000	11.200	78.800	5 °/₀	...	Achats sur place.	...	5	Paiements suspendus depuis 1873.
	1870	2.500.000	257.500	2.242.500	10 °/₀	6 °/₀ ac.	Tirage annuel.	80	6	
		3.590.000	368.000	3.222.000						

MCD 2018

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES (*suite*).

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT PAR AN	AMORTISSEMENT FORME	PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la cote officielle.	OBSERVATIONS
		£	£	£						
Mexique.	1851	10.241.650	»	10.241.650	3 °/o	»	»	»	25 3/4	Paiements arrêtés depuis 1866.
	1864	4.864.800	»	4.864.800	3 °/o	»	»	»	12	Paiements arrêtés depuis 1867.
	1864	12.365.000	»	12.365.000	6 °/o	1 °/o ac.	»	63 °/o	...	Cet emprunt a été répudié par le gouvernement de la République.
		27.471.450	»	27.471.450						
Paraguay.	1871	1.000.000	43.000	957.000	8 °/o	2 °/o ac.	Tirages trimestr.	80 °/o	11	Paiements arrêtés depuis mai 1871.
	1872	2.000.000	1.451.700	548.300	8 °/o	2 °/o ac.	»	85 °/o	11	Paiements arrêtés depuis avril 1874. — Le public ne souscrivit qu'une faible partie de l'emprunt.
		3.000.000	1.494.700	1.505.300						
Pérou.	1870	11.920.000	778.420	11.141.580	6 °/o	2 °/o ac.	Tirages semestr.	82 1/2 °/o	16 1/2	Tous paiements arrêtés depuis 1876. — Une somme de £ 11.141.580, des titres 5 °/o est en dépôt à la Banque d'Angleterre. Les dépôts de guano étant au pouvoir des forces chiliennes le gouvernement du Chili a promis de diviser avec les créanciers du Pérou en Europe le produit de la vente du guano.
	1872	36.800.000	2.777.500	34.022.500	5 °/o	2 °/o ac.	»	77 1/2 °/o	12 1/2	
		48.720.000	3.555.920	45.164.080						
San Domingo.	1869	757.700	247.310	510.390	6 °/o	1 °/o ac.	Tirages semestr.	70 °/o	15	Paiements arrêtés depuis 1872. — Somme placée effectivement £ 530.390.
Santa-Fé. (p. argent.)	1874	300.000	78.700	221.300	7 °/o	2 1/2 °/o ac.	Tirages semestr.	92 °/o	102	
	1871 et 1872	3.500.000	404.000	3.096.000	6 °/o	2 1/2 °/o ac.	Tirages semestr.	»	40	En août 1876, le paiement des intérêts fut suspendu en vue de circonstances exceptionnelles. — Par un accord entre le gouvernement et les porteurs des titres on recommença à payer les intérêts en février 1878, mais avec une réduction du taux de 6 °/o. — En février 1883, le paiement de l'intérêt integral sera repris ; l'amortissement dorénavant sera fait au prix des offres en licitation. Les titres émis en 1878 furent en paiements des coupons arriérés.
Uruguay.	1878	371.520	»	371.520	6 °/o	»	»	»	38	
		4.871.520	1.362.300	3.509.220						
Venezuela.	1881	2.750.000	»	2.750.000	3 et 4 °/o	...	Achats sur place.	»	36	Cet emprunt a été émis pour £ 4.000.000 dont 1.250.000 correspondent à la dette interne.
		162.280.895	23.382.614	137.898.281						

Revue commerciale.

Havre, le 28 mars 1883.

Cuirs et Peaux. — Les affaires, dans ces articles, restent peu actives. On a réalisé, cette semaine : 5,000 Para salés verts, raie de 20 kil., à fr. 62 50 par 50 kil, ; 700 Pernambuco salés secs, à fr. 97 ; 850 B.-Ayres secs, bœufs, mataderos, à fr. 136, et 450 Valparaiso salés verts, bœufs, raie de 26 kil., à livrer, à fr. 72.

Il a été importé : 12 b. peaux de chèvres, 12 paq. cuirs salés, 540 cuirs salés secs, des E.-Unis ; 857 cuirs salés verts, de la Martinique ; 356 cuirs secs, de la Côte-Ferme ; 3,978 dito salés, de M.-Video ; 20 b. peaux de chèvres d'Algérie ; 11 b. peaux sèches, 258 paq. cuirs salés, du Nord ; 50 cuirs secs, 50 paq. dito 50 paq. cuirs salés, de Rotterdam ; 248 cuirs secs, 16 paq. cuirs salés, par cabotage.

Laines, Crins et Plumes. — Les laines ont provoqué, cette semaine, quelques petites affaires dans la parité des prix payés à nos dernières grandes enchères. On a fait ainsi : 37 b. B.-Ayres suint. de fr, 1 41 1/2 à 1 85 par kil. ; 25 b. M.-Video dito à fr. 2 40, et 39 b. Chili, à fr. 1 65.

On ne signale pas d'affaires en crins, ni en plumes.

Il nous est parvenu, depuis huit jours : 2 b. crin. de N.-York ; 5 c. plumes, 100 b. laine, de M.-Video ; 964 b. laine. de B.-Ayres ; 167 b. dito, d'Angleterre.

Poivres, Cacaos, Tapiocas et Thés. — Les poivres ont encore eu la vente de 500 s. Tellicherry, 1 fr. 80 par 50 kil. ent.

Les cacaos ont provoqué, depuis quelques jours, un bon chiffre d'affaires, à prix en hausse, mais dont on ne cote qu'une partie, soit 700 s. Haïti, payés fr. 50 par 50 kilog., ent.

Pas d'affaires en tapiocas et thés.

Il a été importé : 30 s. cacao, de N.-York ; 328 qrts 131 bls dito, de la Martinique ; 02 s. 20 colis dito, de la Côte-Ferme ; et 7 colis thé, d'Angleterre.

Bois. — Affaires généralement calmes.

Il a été importé : 2 gr. campêche, de la Martinique ; 6 pièces acajou, de Haïti ; 1 gr. campêche, de Carmen ; 173 morc. acajou, du Mexique, 307 bûch. gaïac, de la Côte-Ferme ; 12,560 bûches ébènes, de la Côte d'Afrique ; 5 bill. palissandre, du Brésil ; 1,484 morc. québracho de la Plata ; 16 fourches acajou, d'Angleterre.

Cafés. — Les transactions se sont ralenties, cette semaine, d'une façon très sensible. En disponible, on n'a réalisé que fort peu de chose ; toutefois, les cours se sont généralement soutenus.

Le *good-average* Santos à terme, a encore donné lieu à un bon courant d'affaires, à prix irréguliers, mais avec plus d'acheteurs que de vendeurs ; l'opinion générale restant toujours en faveur de l'article.

Les prix de clôture sont : fr. 55 50 sur mars ; fr, 56 sur avril ; fr, 56 50 sur mai ; fr. 57 sur juin ; 57 50 sur juillet ; fr. 58 sur août ; fr. 58 50 sur sept ; fr. 59 sur octobre et sur novembre.

Les avis des principaux marchés d'Europe et d'Amérique sont calmes et sans modification à signaler.

« Rio-Janeiro, 17 *Mars*. — **CAFÉS** : Marche ferme. — *Good-first*, 4,300 à 4,450 (contre 4,300 4,450 s. la semaine précédente). — Stock, 222,600 s. (contre 171,000 s.) — Exportations de la semaine pour le Canal et le Nord de l'Europe, 25,500 sacs (contre 6,000 s.) ; p. la Méditerranée, 8,500 s. (contre nulles) ; p. l'Amérique, 38,000 s. (contre 68,000). Ventes de la semaine : p. le Canal et le Nord de l'Europe, 43,500 s. (contre 36,000) ; p. la Méditerranée, 14,500 s. (contre nulles) ; p. l'Amérique, 6,000 s. (contre 52,000). — Recettes journalières, 16,500 s. (contre 13,250).

« A Santos : marché calme. — Ventes de la semaine : p.

MCD 2018

l'Europe, 33,250 (contre 33,000) ; pour l'Amérique, 12,750 (contre nulles.) — Exportations de la semaine : p. le Nord de l'Europe, 24,000 s. (contre 26,000) ; p. l'Amérique, 15,000 (contre nulles. — Recettes journalières, 5,200 s. (contre 5,900) — Stock, 116,000 s. [contre 124,000 s.). — Cours : supérieur, 4,300 à 4,500 (contre 4,200 à 4,400). — *Change* : Sur Paris 442 reis (contre 446) ; sur Londres. 21 1/2 den. (contre 21 3/8). »

Arts, sciences et faits divers.

M. Paul de Mantegazza, sénateur au Parlement italien, écrivain éminent, un noble et sympathique caractère, vient d'enrichir la littérature de son pays en publiant un véritable chef-d'œuvre, un petit roman plein de cette verve originale qui accuse à la fois le poète et le philosophe, sous le titre alléchant de *Les Trois Grâces*.

Est-ce que le romancier prétend, se dit le lecteur en s'emparant du volume en question, séduit d'avance par cette inscription mystérieuse, attiré par la juste renommée de l'auteur, est-ce qu'il prétend nous conduire à l'Olympe et nous faire faire connaissance avec Aglae, Thalie, et Euphrosine, les divinités païennes, les charmeuses, les dignes compagnes de Vénus?

Quand on s'appelle Mantegazza et quand on donne à un roman le titre de *Gli Tre Grazie* le lecteur a droit d'être exigeant; en s'emparant d'un tel livre, il est certain d'avance, s'il a du cœur, s'il a de l'esprit, s'il a au fond de l'âme le sentiment du beau, du vrai, du bien, s'il sait lire, s'il sait saisir toute la pensée, toute la portée de l'intention de l'auteur, il est certain, disons-nous, que son espoir ne sera pas déçu et qu'il finira, en arrivant à la dernière phrase, par être réellement ému, réellement convaincu, complètement satisfait.

Nous avons parcouru ce roman en quelques heures; une fois sous le charme, il est difficile d'interrompre ce voyage à travers l'idéal; on se sent captif, gagné, esclave, passionné par la chaleur, par la fécondité d'une imagination de poète, de philosophe, de régénérateur qui prêche la vertu, tout en montrant du doigt, dans des tableaux admirables, avec le réalisme, avec le positivisme de la littérature de nos jours, les plaies sociales, les dangers, les précipices qui s'ouvrent à chaque pas dans le sentier de l'existence humaine, et qu'il faut savoir envisager, car, la véritable vertu n'est certainement pas celle qui fuit, qui ne voit pas où est le mal, qui ferme le yeux quand elle traverse un chemin bordé d'abîmes.

Laura, Silvia et Francesca, deux sœurs et une cousine, riches, sans d'autres parents, jeunes, belles, se sont données à la tâche héroïque de courir le monde dans le noble but de tendre la main aux malheureux prêts à tomber dans le gouffre du vice, faute d'un soutien moral et d'un exemple capable du miracle de la conversion dans ce siècle de scepticisme et d'incrédulité.

Elles ne fuient pas, elles, les endroits où la corruption sociale arrache au bien et à la vertu, chaque jour de nouvelles victimes; elles n'ont pas peur d'être souillées, fortes par la conscience du bien et par la sainte religion du devoir. comme ces sœurs de charité qui ne craignent guère la contagion et qui s'empressent d'accourir là où l'épidémie fait plus de ravages et où la mort s'empare des pauvres créatures faute de secours, de science, de dévouement évangélique.

Et elles atteignent leur but; elles font le miracle, entre d'autres, d'arracher du gouffre béant de la ruine, du vice, de la mort morale, l'être sympathique représenté par le marquis de la Rovere, à force de soins sans bornes et d'une sollicitude digne de l'apothéose et de l'admiration universelle.

Un amour, un attachement mutuel finit par rendre inséparables ces quatre créatures; tous les sentiments généreux et naturels se font jour dans ces cœurs jeunes, ardents, passionnés, les trois beautés, les trois grâces, brûlant d'amour pour lui, pour la Rovere; lui les aimant toutes trois, ne sachant, ne pouvant faire un choix... Et la vertu, la chasteté, triomphant dans les unes et dans l'autre... Fuyant le danger qui les menace dans l'oisiveté, ils entreprennent ensemble un long voyage, prêchant partout la vertu et le courage, jusqu'au jour où la mort surprend l'idole des Trois Grâces au moment où celui-ci, quoique subissant l'influence de la vertu, se sentait impuissant pour maîtriser plus longtemps les emportements sauvages de son cœur.

Et c'est la vertu qui triomphe !

Cela nous suffit pour dire que le nouveau roman de Mantegazza est de ceux dont le réalisme ne peut-être nullement blâmé.

Le fond est pur, chrétien, évangélique, dans le sens des saintes doctrines de la vertu sociale.

La forme est au-dessus de toute critique, au moins de notre part; nous envoyons au romancier éminent nos congratulations sincères.

M. Mantegazza a dédié son ouvrage à madame Trinidad Huergo de Mendez, comme un témoignage de son respectueux attachement et de sa reconnaissance, sentiments partagés, d'ailleurs, par tous ceux qui ont le bonheur de l'aborder et de l'entretenir.

P. S. L.

—Nous lisons ce qui suit dans un journal de New-York :

« Depuis l'administration du général Grant il est devenu d'usage de remettre à neuf le palais exécutif à l'expiration de chaque terme présidentiel. Le vieux mobilier, fané par quatre ans de service, est vendu et le produit sert d'appoint pour remonter la Maison Blanche.

Le général Grant, qui aimait le luxe et le confort, faisait de grands changements tous les ans, et il a fait augmenter le chapitre des « dépenses diverses, » qui se sont élévées en moyenne à $8,000 par an, sans compter, à diverses reprises une allocation de dix mille dollars pour les serres.

Le *Sun* donne de curieux détails sur la façon dont a été suivi l'usage ainsi établi, sous les administrations suivantes. Quand M. Garfield est entré au pouvoir, le congrès a voté $20,000 pour frais d'entretien, réparations, et ameublement à la Maison blanche, — plus $7,500 pour le chauffage et les serres.

Pour l'exercice de 1882, le congrès a alloué $30,000 pour réparations et ameublement; $2,500 pour un ascenseur, et $7,500 pour le chauffages et les serres. — Pour 1883, — $20,000 pour entretien et réparations; pour meubles, $20,000; pour le chauffage et les serres, $8,000.

Enfin pour l'exercice de 1884 on demande un crédit de $25,000 pour réparations et mobilier, plus $8,000 pour le chauffage et les serres.

Quiconque connaît un peu ce qui se passe à la Maison Blanche sait que tout cet argent ne se dépense pas pour les objets désignés. Les crédits sont alloués à titre d'allocations spéciales au président, dont les émoluments fixes, comme on sait, ont été doublés il y a dix ans, en sorte que, étant donnés certains avantages et privilèges additionnels, on calcule que la liste civile du président excède cent mille dollars par an. C'est beaucoup si l'on considère qu'avant le général Grant et pendant le premier terme de son administration, les émoluments réguliers de la présidence étaient seulement de $25,000, et le casuel à peu près insignifiant. »

La masse des journaux et publications périodiques envoyés pendant l'année dernière du bureau de poste de New-York aux agences de journaux et aux abonnés, représentait un poids de 10,995 tonnnes. Les droits de poste à raison de deux cents par livre, se sont élevés à 439,802 dollars 88 cents.

Le bureau de poste de la ville de New-York expédie 41 journaux, 20 bi-hebdomadaires, 309 hebdomadaires, 48 bi mensuels, 315 mensuels et 49 trimestriels.

On sait que la question de l'agrandissement de Paris par la suppression des murs d'enceinte et surtout par le déclassement de la zone militaire est depuis quelque temps à l'ordre du jour. D'après les journaux intransigeants, on aurait même attaché un intérêt tout particulier à cette opération.

Pour ne remonter que de cent ans en arrière, il y a juste cent ans, Paris avait 13,370,724 mètres carrés de superficie, et, en 1788, après l'établissement de la nouvelle clôture par les fermiers généraux, la superficie était de 33,703,307 mètres carrés.

Le Paris d'aujourd'hui est d'une superficie de 78,20,000 mètres carrés; par conséquent, son étendue est six fois plus considérable qu'il y a cent ans.

Quant à la population sous l'empereur Julien en 373, elle n'était que de 8,000 habitants.

Sous Clovis, en 510, elle était de 30,000.

Sous Philippe-Auguste, en 1120, nous comptons 120,000 habitants,

Sous François, Ier en 1545, la population est de 175,000.

Sous Henri IV, en 1605, elle monte à 200,000.

MCD 2018

Deux cents ans plus tard, en 1805, Paris a 682,000 habitants.

En 1846, sous Louis-Philippe, ils arrivent à 1,034,000

En 1860, après l annexion des communes suburbaines, Paris arrive à 1,500,000 habitants.

Enfin, le dernier recensement a donné 2 millions 200 et quelques mille.

Si la suppression du mur d'enceinte annexait à Paris les nombreuses populations des cantons de Neuilly, Charenton, Pantin, etc., Paris, ne serait plus le grand Paris, mais un petit Londres. Reste la question des octrois, qui n'est pas facile à trancher.

Voulez-vous connaître exactement le nombre des maisons qui existent à Paris?

D'après la dernière statistique de l'administration, le chiffre s'elève à 82,352!

En 1876, ce nombre ne dépassait pas 71,873.

Dans l'espace de cinq ans on a donc construit dans la capitale 10,479 maisons nouvelles, ce qui fait environ deux mille maisons par an.

Mais ce chiffre, remarquons-le, est loin de représenter celui des immeubles récemment élevés. Pendant ce même laps de temps on a démoli 2665 maisons de telle sorte, qu'en réalité, il se trouve que le nombre des constructions nouvelles est de 7,814.

L'augmentation du nombre des habitants a été proportionnellement plus considérable. En 1876, on comptait 26 habitants par maison, aujourd'hui on en compte 27 et tout porte à croire que ce nombre ira en augmentant au grand désespoir des hygiénistes.

Encore une comète! Elle a été découverte par MM. Brooks et Swit à la fin de février. Elle a été observée par M. Bigourdan à l'observatoire de Paris, et à l'observatoire de Lyon par M. Gonessiat. La nouvelle comète se présente comme une nébulosité brillante à peu près arrondie, avec un noyau bien condensé. Par beau ciel, on distingue une queue rectiligne et déliée de 13 minutes de longueur environ. Inutile aux simples mortels de chercher la comète; elle n'est encore visible que pour les astronomes, c'est-à-dire avec des instruments puissants.

Parviendra-t-on à diriger les ballons? Question que l'on pose bien souvent et qu'on interprète inexactement. On s'imagine encore que le problème est comparable à celui de la quadrature du cercle, c'est-à-dire impossible à résoudre. Il n'en est rien. Dès maintenant on peut affirmer qu'un ballon est dirigeable; seulement, il faut bien s'entendre sur le mot. Si l'on veut y mettre le prix, rien n'empêche de construire un ballon qui fera le tour de Paris, à la condition qu'il ne règne dans l'air aucune brise un peu sensible; en d'autres termes, on peut diriger un aérostat par temps calme.

On ne peut pas encore obtenir la direction par brise sensible, parce qu'on ne peut emporter sous un poids suffisamment réduit une force motrice assez puissante pour lutter contre le vent. Chaque fois que la force motrice emportée dans le ballon pourra imprimer au système une vitesse supérieure à celle du vent, il va de soi que l'aérostat progressera; autrement, il ira à la dérive. Ainsi, la machine est-elle assez forte pour imprimer au ballon une vitesse de 6 mètres à la seconde, par exemple; si le vent ne présente qu'une vitesse de 4 mètres, il est bien clair que l'aérostat avancera contre le vent avec une vitesse de 2 mètres à la seconde. La direction sera obtenue; on avancera dans tous les sens, très vite dans la direction du vent, beaucoup moins vite obliquement. Mais si le vent atteint 10 m., 12 m., 20 m. par seconde, il est évident que l'aérostat s'en ira à la dérive et la direction devient impossible tant qu'on n'aura pas pour lutter une machine capable d'imprimer au système une vitesse supérieure à 10, 12, 20 mètres.

Mais, en définitive, comme très souvent le vent est à peu près nul, on pourrait ces jours-là progresser fort bien dans l'air et se diriger. On pourrait avancer au-dessus de Paris avec la vitesse d'un fiacre et même d'un coupé de maître. Tout le progrès de la navigation aérienne repose sur la recherche d'une force motrice légère et puissante.

M. Gaston Tissandier a pensé que le moteur le plus convenable pouvait bien être le moteur électrique. En effet, pas de feu, mise en marche et arrêt faciles; constance de poids, ce qui est excellent, parce que, autrement, à mesure qu'on brûle du charbon dans les moteurs à vapeur, l'aérostat s'allège et monte; enfin, énergie considérable sous petit volume et faible poids.

M. Casalonga a communiqué récemment à la Société d'encouragement quelques détails sur un nouveau procédé de mouture dû à MM. Mariotte frères et Boffy.

Dans notre pays, les deux méthodes auxquelles on a recours pour moudre la farine sont les méthodes classiques de la mouture basse ou à l'anglaise et de la mouture haute ou française. En Hongrie, on se sert maintenant de moulins qui présentent surtout des avantages avec les blés durs et lourds; ils donnent une plus grande somme de farine de gruau que nos meules en silex travaillant en mouture haute, et, grâce à cette farine de luxe, qui peut supporter les frais de transport et les droits de douane, les moulins hongrois font une concurrence sérieuse à notre marché. MM. Mariotte et Boffy ont essayé d'imaginer mieux que les moulins hongrois. Leur système est caractérisé par un genre de meules plates en métal dur, dont la face, divisée en un certain nombre de secteurs égaux, est creusée dans chaque secteur de cannelures plus ou moins fines, généralement parallèles entre elles ou s'épanouissant en éventail. La meule courante n'est plus suspendue sur l'axe; elle peut, au contraire, se mouvoir parallèlement à la meule gisante.

Le blé, nettoyé à la manière ordinaire, passe dans un premier moulin dont les meules ont les cannelures les plus robustes et sont à leur plus grand écartement. Il subit un premier concassage. Le concassé est reçu sur un crible à toile métallique qui laisse passer le fin; puis, le concassé passe dans un second moulin, etc. Ainsi de suite pendant 5 à 6 repassages, souvent avec tamisage et passage pour l'épuration des gruaux.

La première phase ainsi effectuée sur les gruaux de blé donne la totalité des gros sons, 8 à 12 p. 100 de bonne farine de boulange et des gruaux. Ces gruaux sont raffinés dans une seconde phase; on en tire 2 à 3 p. 100 de farine deuxième, 5 à 6 p. 100 de belle farine. Enfin, dans une troisième phase, les gruaux épurés sont convertis en farine dans des meules semblables aux précédentes. On obtient au total avec ces blés de région de 71 kil. à l'hectolitre, 64 à 66 p. 100 de farine blanche de 1er choix, 4 p. 100 de farine bise, 2 à 3 p. 100 de farine troisième et quatrième. Avec des blés supérieurs, pesant 80 kilog., le rendement a été de 75 p. 100 de belle farine, 5 p. 100 de farine bise. En outre, la farine obtenue par ces procédés est dépourvue des gruaux huileux qui la font rancir après un certain temps. Les meules métalliques sont presque inusables. Le nouveau procédé réaliserait donc un progrès sérieux, d'après la communication de M. Casalonga à la Société d'encouragement.

Mouvement maritime de steamers entre l'Europe et l'Amérique latine.

DU 1er AU 15 AVRIL

En partance.

Avril 1er. *Esk*, Southampton, Bordeaux (le 4), Lisbonne, Pernambuco, Rio, la Plata.
— 2. *Atlantique*, Havre, Valparaiso, Iquique, Callao.
— — X., Southampton, Antilles, Mexique, Colon et Pacifique.
— — *Ville-de-Pernambuco*, Havre, Pernambuco, Bahia, Rio, et Santos.
— 4. *Tycho-Brahe*, Liverpool, Bahia et Rio.
— — *Ville-de-Marseille*, Havre, Bordeaux, Antilles et Vera-Cruz.
— 5. X., Liverpool, Antilles, Colon, Amérique-Centrale et Pacifique.
— — *Equateur*, Bordeaux, Lisbonne et la Plata,
— 6. *Lafayette*, Saint-Nazaire, Antilles, Colon, Pacifique et Vera-Cruz.
— 7. *Mozart*, Liverpool, Montevideo, Buenos-Aires et Rosario.
— — *Alice*, Havre et Pernambuco.
— 8. *Ville-de-Rosario*, Havre, Bordeaux, Montevideo, Buenos-Aires, Rosario et Parana.
— 9. X., Southampton, Bahia, Rio et Santos.
— 10. *Saxonia*, Antilles, Colon et Pacifique.
— 12. X., Southampton, Antilles, Colon, Amérique-Centrale et Pacifique.
— 14. *Savoie*, Marseille, Rio et la Plata.
— 15. X., Southampton, Lisbonne et la Plata.

Attendus.

Avril 1er. X., à Southampton, du Brésil et la Plata.
— 5. *Congo*, à Bordeaux du Brésil. et la Plata.
— 12. X., à Saint-Nazaire, des Antilles et du Mexique.

Sceaux. — Typographie et stéréotypie de Charaire et Fils.

MCD 2018

REVUE SUD-AMÉRICAINE

AGENTS DE CE JOURNAL

Amérique.

REP ARGENTINE. *Buenos-Aires*, C. M. Joly; *Catamarca*, Mardoqueo Molina; *Concordia*, Daniel Iglesias; *Corrientes*, Juan Fages; *Goya*, Luis Careon; *Gualeguagchú*, José Zaldarriaga; *Mendoza*, Flavio Perez; *Nogoyá*, Agustin Anzo; *Paraná* Cayetano Ripoll; *Rosario*, Salvador Pujadas; *S. Juan*, E. G. Villegas; *Santa-Fé*, José Gonfrillanda; *Santo Tomé*, Jaime Negrone.

BRÉSIL. *Rio de Janeiro*, Lombaerts, rua dos Ourives; *Bahia*, Olavo de Freitas Martins, 16, rua dos Ourives; *Pernambuco*, Walfredo Medeiros, 9, rua 1° de Março; *Maceio*, F. Favares da Costa; *Porto Alegre*, Ioaguim Alves Leite; *S. Paulo*, M. Mattos.

CHILI. *Santiago* et *Valparaiso*, L. Tornero; *Concepcion*, J. M. Serrato; *Copiapo*, Marconi hijos;

EQUATEUR. *Quayaquil*, Sr Administrador de « El Comercio »; *Quito*, Andrade Vargas e hijos.

ETATS-UNIS. *New-York*. H. P. Sampers et Cie, 19, Barclay Street; *Nouvelle-Orléans*, H. Billard.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. *Bogota*, Lazaro M. Perez; *Barranquilla*. M. Davila Flores, Sr Administrador del « Promotor ». *Panama*, Saml. Boyd; *Barbacoas*, José M. Paz; *Sincelejo*, Rafael Frco Ruiz; *Medellin*, Modesto Molina; *Neiva*, Dr Rodrigo Pantoja; *Tumaco*, Euliquio Arizala; *Cartagena*, T. F. Velez é hijos.

GUATEMALA. *Guatemala*, Sr administrador de « El Horizonte ».

MEXIQUE. *Mexico*, Vincourt; *Vera Cruz*, Sr Administrador del « Diario Commercial ».

NICARAGUA, *Leon*, Eleodoro Arana.

PEROU. *Lima*, J. Galland y E. Henriod. *Arica*, E. Larrien et Cie.

S. SALVADOR. *S. Salvador*, Sr Administrador de « La Linterna »; *S. Mignel*, Brizuela et Charlaix.

URUGUAY, *Montevideo*, libreria Fermepin.

VENEZUELA. *Caracas*, Nicolas de las Casas; *La Guaira*, F. J. Garcia Monjui.

Europe.

LONDRES. Samuel Deacon et Cie, 150, Leadenhall.
EDIMBOURG. Keith et Cie 65 George St.
MADRID. Gaspar, editores, 4, Principe; M. Murillo, 7, Alcala.
LISBONNE. A. Ferin, 74, rua Novado Almada.
AMSTERDAM. L. Van Bakkenes et C.
MANCHESTER, B. Wheeler, Pall Mall.
GENÈVE. Labarthe et C.
VIENNE. Braunmüller et fils, au Graben.
ROME. Bocca frères, au Corso.
BERLIN. Ch. Claesen, 92, Alexandrinen Strasse.
BRUXELLES. Kiessling et C. 72, Montagne de la Cour.
St. PÉTERSBOURG., E. Hartgé, 27, persp. de Nevski.
HAMBOURG, Haasenstein et Vogler.

— Pour tout ce qui concerne l'administration supérieure et direction du journal à la Plata, s'adresser au Dr Andrés Lamas, Buenos-Aires, calle de la Piedad, 255.

PARIS, *abonnements et annonces*, dans l'administration, 12, rue Keppler et chez M. Denné, *libreria Española*, 15, rue Monsigny. *Vente au numéro* : P. Arnould, libraire, 20, boulevard Montmartre, Mad. Denax, kiosque 246, boulevard des Capucines, en face du grand-Hôtel, — kiosque boulevard des Capucines, n° 9, — kiosque boulevard des Italiens, n° 22.

On peut s'abonner à ce journal, sans frais, dans tous les bureaux de poste en France.
Pour les pays ou villes où il n'y a pas d'agents, s'adresser directement à l'administration centrale.

12, rue Keppler, Paris.

PRODUCTOS MEDICINAES DA FLORA BRASILEIRA

Laboratorio Rio de Janeiro rua Rio Branco, 14

Approvados
e autorisados pelo
Governo Imperial, pela
Exma. Junta de Hygiene
e pela Commissâo do
Instituto Pharmaceutico
do Rio de Janeiro,
e pelo
departâmento de hygiène
de Buenos-Aires,
pelo corpo medico do
Hospital de Caridade da
mesma capital.
Aceitos e prescriptos
pelas
notabilidades medicas
deste Paiz
e do estrangeiro.

Marca da fabrica.

Premiados
com medalha de ouro
de 1a. classe na
Exposicâo Fluminense
de 1879; pela
Academia de Industria de
Paris 1881,
com a 1° medalha
de ouro
com o **1° grande**
premio a medalha
de ouro 1° premio
medalha de prata, pela
Congresso da Exposiçâo
Continental do
Rio da Prata; e com a
medalha de Prata
da Exposiçâo Allema
de 1882.

LICORES DE FRUCTOS BRASILEIROS

MARACUJA	TANGERINA	CAJA
PITANGA	LARANJA SELECTA	JACA
ABANCAXY	LARENJA AMARGA	CAJU
CACAU	CAFÉ	GRUMICHAMA
MANGA	MELAO	BANANA
MORANGOS	ANISETTE	BAUNILHA
MATTE	MISCELLANIA	JAMBO

Esses nossos licores foram os que obtiveraô o 1° premio na exposiçâo no Rio da Prata, em concurso com mais de 500 amostras de todas as prociendas industriaes do Brasil.

Avis aux commerçants et spéculateurs de toute sorte.

Messieurs les commerçants et spéculateurs rencontreront et obtiendront les meilleurs conditions et les plus grandes facilités en s'adressant à la maison de Messrs Costa Moermans et Cie., 6, Red Lion Square, Holborn, Londres, W. C., Angleterre, dont les principales opérations sont les affaires de banque, de commission, d'importation et d'exportation, les ouvertures de crédit ayant pour objet de faciliter l'importation des matières premières et des produits coloniaux en Angleterre, ainsi que l'exportation, aux Colonies des articles et produits anglais de l'Allemagne, de la Belgique, de la France. — Cette importante maison s'occupe aussi de toute sorte d'opérations financières et elle est à même par ses rapports journaliers avec les principaux capitalistes et par ses relations constantes avec les premières maisons de finance de Londres, Paris, Vienne, etc., d'effectuer le placement d'un capital actions ou obligations ou tout autre opération financière et de banque. — Inutile de proposer des affaires dont les bénéfices à réaliser seraient contestables. — Toute application soit comme agent soit comme correspondant doit être accompagnée de références.

LA LIGUE INTERNATIONALE

DE LA PAIX ET DE LA LIBERTÉ

Fondée à Genève en 1867 *sous la présidence de Garibaldi, présidée à Lausanne en* 1869, *par V. Hugo.*

A pour but de rendre possibles l'arbitrage et le désarmement par la formation d'une Fédération de peuples libres. Elle a pour devise :

LA PAIX, PAR LA LIBERTÉ, POUR LA JUSTICE.

Elle est administrée par un Comité central électif composé de vingt-cinq membres. Elle publie un journal hebdomadaire : *les États-Unis d'Europe*, directeur Ch. Lemonnier. S'adresser pour Renseignements, Adhésions, Cotisations, Abonnements à Genève, 1, quai des Bergues; à Paris, 2, rue Tronchet.

RELACIONES CON COLOMBIA

F. FONSECA PLAZAS

Comisionista y agente general de negocios.

BOGOTA (Estados U.U. de Colombia).

Se encarga de todos los asuntos relacionados con su profesion de agente y comisionista y en especial de la agencia de periódicos y libros nuevos nacionales y extrangeros y de la publicacion de anuncios y comunicados en todos los periódicos de la capital y en los de los Estados.

☞ Envíense catálogos de las producciones de las fábricas con los precios corrientes y muestras y prospectos de periódicos con las tarifas de suscripcion y publicacion de anuncios.

☞ Recibe en consignacion productos y manufacturas extrangeras.

Apartado n° 131, Bogotá.

BOGOTÁ LAZARO Mª PÉREZ COLOMBIE

Représentant de plusieurs maisons de commerce.
Directeur-propriétaire de la « Librairie Torres-Caïcedo. »
Commission et Agence générale d'affaires.
Agence de publications et de journaux étrangers.

Prière d'envoyer Catalogues et Correspondances.

MCD 2018